

GRATUIT



TOGO emergent

MAGAZINE MENSUEL D'INFORMATION N°038

MAI 2026



Focus

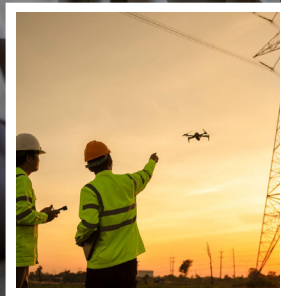
LA STRATÉGIE

SILENCIEUSE QUI A STABILISÉ LE SECTEUR ÉDUCATIF TOGOLAIS

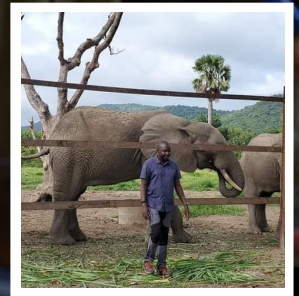
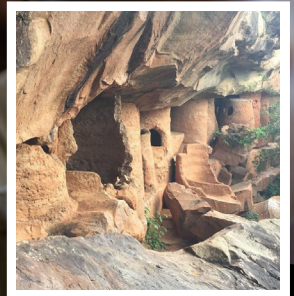
ÉDITORIAL
L'Afrique sans visa commence au Togo



BON À SAVOIR
Les nouveaux métiers qui transforment le monde du travail



IMMERSION
Au cœur des trésors touristiques du nord du Togo



SANTÉ

ENDOMÉTRIOSE : CETTE MALADIE SILENCIEUSE QUI BOULEVERSE LA VIE DE MILLIERS DE FEMMES

POLITIQUE

TOGO : L'INDÉPENDANCE AU-DELÀ DES SYMBOLES

SOCIÉTÉ

NAISSANCE ET MUTATION DU TAXI-MOTO AU TOGO : LES ZÉMIDIJANS À L'ÉPREUVE DES "CNOGNOVI"

SPORT

MONDIAL 2026 : LOMÉ DEVIENT LE QG DES DIFFUSEURS AFRICAINS

nw^{TV}
NEW WORLD

NOW YOU ARE
WATCHING !!!



**VIVEZ VOS
PROGRAMMES
CHEZ NOUS**



SPORT

ACTUALITÉS

DIVERTISSEMENT

MAGAZINE

(00228) 9223 6262 | 9924 6669

NUMERO VERT **8303**
APPEL GRATUIT



SOMMAIRE

4 ÉDITORIAL

L'AFRIQUE SANS VISA COMMENCE AU TOGO

6 FOCUS

LA STRATÉGIE SILENCIEUSE QUI A STABILISÉ LE SECTEUR ÉDUCATIF TOGOLAIS

10 INTERVIEW

« ON NE TROUVE PAS DE L'EMPLOI À QUELQU'UN. ON L'ACCOMPAGNE À TROUVER DE L'EMPLOI. »
M. COMLAN EDMOND AMOUSSOU,
EX-DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'ANPE

16 POLITIQUE

TOGO : L'INDÉPENDANCE AU-DELÀ DES SYMBOLES

19 ÉCONOMIE

TOGO : DES EXPORTATIONS EN HAUSSE QUI CONFIRMENT UN NOUVEAU DYNAMISME

LE TOGO PEUT-IL DEVENIR LE NOUVEAU HUB DES STARTUPS EN AFRIQUE DE L'OUEST ?

23 SOCIÉTÉ

NAISSANCE ET MUTATION DU TAXI-MOTO AU TOGO : LES ZÉMIDJANS À L'ÉPREUVE DES "GNOGNOVI"

27 SANTÉ

ENDOMÉTRIOSE : CETTE MALADIE SILENCIEUSE QUI BOULEVERSE LA VIE DE MILLIERS DE FEMMES

29 SPORT

MONDIAL 2026 : LOMÉ DEVIENT LE QG DES DIFFUSEURS AFRICAINS

STADE DE KÉGUÉ : LE JARDIN MAGIQUE DES AMAZONES DU BÉNIN

33 BON À SAVOIR

LES NOUVEAUX MÉTIERS QUI TRANSFORMENT LE MONDE DU TRAVAIL

35 PORTRAIT

TESPRIT, L'ALCHIMISTE DES SEMELLES : ITINÉRAIRE D'UN ARTISTE QUI TRANSFORME L'ORDINAIRE EN RÉCIT

37 TECH

CLAUDE MYTHOS : UNE ALERTE SÉRIEUSE POUR LA SÉCURITÉ NUMÉRIQUE

39 IMMERSION

AU CŒUR DES TRÉSORS TOURISTIQUES DU NORD DU TOGO

ÉDITORIAL

L'Afrique sans visa commence au Togo

En supprimant le visa d'entrée pour tous les ressortissants africains, le Togo ne signe pas seulement une réforme migratoire. Le pays affirme une vision politique : celle d'une Afrique plus ouverte, plus mobile et davantage connectée à elle-même.

Pendant longtemps, l'intégration africaine a vécu dans les discours plus que dans les réalités. Les sommets continentaux évoquaient l'unité africaine pendant que les citoyens du continent continuaient de faire face à des frontières parfois plus compliquées à franchir que celles d'autres régions du monde. Voyager d'un pays africain à un autre relevait encore, dans bien des cas, d'un parcours administratif lourd : visas, délais, justificatifs, coûts élevés et procédures souvent décourageantes.

Ce paradoxe a longtemps fragilisé le rêve panafricain. Comment parler d'unité africaine lorsque les Africains eux-mêmes peinent à circuler librement sur leur propre continent ?

En décidant, à compter du 18 mai 2026, d'exempter de visa tous les ressortissants africains détenteurs d'un passeport valide pour un séjour de trente jours, le Togo vient de poser un acte politique majeur. Derrière cette mesure se dessine une ambition plus large : faire du pays un espace africain de mobilité, d'affaires, de coopération et de connexion continentale.

Cette décision impulsée par le Président du Conseil dépasse largement le cadre administratif. Elle traduit une orientation stratégique claire : dans l'Afrique de demain, les États qui compteront seront aussi ceux capables d'attirer, de connecter et de faciliter les échanges humains.

L'histoire politique africaine a toujours porté cette aspiration à l'unité. Des figures comme Kwame Nkrumah, Thomas Sankara ou encore Sylvanus



Olympio avaient compris que le destin du continent dépendrait de sa capacité à dépasser les cloisonnements hérités de l'histoire coloniale. Mais pendant des décennies, cette ambition est restée freinée par les logiques nationales, les inquiétudes sécuritaires et les difficultés économiques. Aujourd'hui, le contexte change profondément. Une nouvelle génération africaine émerge : connectée, mobile, entrepreneuriale et tournée vers les opportunités continentales. Cette jeunesse ne pense plus uniquement à l'échelle nationale. Elle veut étudier ailleurs en Afrique, investir dans d'autres pays africains, participer à des forums régionaux, créer des entreprises transfrontalières ou collaborer à travers le continent.

C'est précisément cette Afrique en mouvement que le Togo semble vouloir accompagner. En supprimant le visa d'entrée pour les Afri-

cains, Lomé envoie un message politique fort : l'Afrique ne peut pas construire son avenir collectif en maintenant des barrières permanentes entre ses propres peuples. La portée de cette décision est aussi économique. Depuis plusieurs années, le Togo mène une stratégie progressive de repositionnement régional. Modernisation du Port autonome de Lomé, amélioration des infrastructures aéroportuaires, digitalisation administrative, développement logistique, amélioration du climat des affaires : plusieurs réformes convergent vers une même logique, celle de faire du pays une plateforme régionale de services et d'échanges. L'exemption de visa pour les Africains vient désormais compléter cette architecture.

Dans un monde où les États se disputent les flux économiques, humains et technologiques, la question de la mobilité devient stratégique. Les pays qui simplifient l'accès à leur territoire deviennent souvent plus attractifs pour les investisseurs, les entrepreneurs, les organisateurs d'événements ou les talents internationaux. Le Togo semble avoir compris cette réalité.

En facilitant l'entrée des ressortissants africains, le pays peut renforcer son attractivité pour les conférences internationales, les rencontres économiques, les festivals culturels, les compétitions sportives ou encore les initiatives entrepreneuriales régionales. Lomé pourrait ainsi consolider davantage son statut de ville-carrefour en Afrique de l'Ouest.

Cette dynamique pourrait également produire des effets importants sur plusieurs secteurs : tourisme d'affaires, hôtellerie, restauration, transport aérien, économie numérique ou industries culturelles. Chaque voyageur supplémentaire représente potentiellement des opportunités économiques nouvelles.

Mais au-delà des retombées économiques, cette réforme participe aussi d'une stratégie d'image. Aujourd'hui, les États ne cherchent plus uniquement à être puissants ; ils cherchent aussi à être attractifs. Certains se positionnent comme des hubs technologiques, d'autres comme des centres financiers ou touristiques. Le Togo, lui, semble vouloir construire l'image d'un pays africain ouvert, accessible et connecté au continent. Dans un contexte régional parfois

marqué par les replis identitaires ou les tensions diplomatiques, ce type de décision projette une image positive et accueillante. Elle contribue à renforcer la diplomatie d'influence du pays.

Pour autant, cette ouverture ne signifie pas absence de contrôle. Le gouvernement togolais a rapidement précisé que l'exemption de visa ne supprimait ni les règles liées à la sécurité ni les obligations administratives. Les voyageurs devront toujours effectuer une déclaration préalable en ligne avant leur arrivée afin d'obtenir un document de voyage à présenter aux frontières.

Cette précision est essentielle. Elle montre que le Togo cherche à concilier fluidité et sécurité dans un environnement régional confronté à des défis importants : terrorisme, trafics transfrontaliers, criminalité organisée ou migrations irrégulières.

Le pays fait donc le choix d'une ouverture maîtrisée et numérisée, compatible avec les impératifs modernes de contrôle des flux migratoires. Cette approche correspond d'ailleurs aux nouvelles tendances mondiales où les États cherchent moins à fermer totalement leurs frontières qu'à mieux gérer les mobilités légales grâce aux outils numériques.

Au-delà du Togo, cette décision pose surtout une question fondamentale au continent africain : l'Afrique est-elle prête à accélérer réellement son intégration humaine ?

Car la libre circulation reste l'un des grands défis africains. Pourtant,

aucune intégration économique sérieuse ne peut fonctionner durablement sans mobilité humaine. La Zone de libre-échange continentale africaine ne pourra produire tous ses effets si les entrepreneurs, chercheurs, étudiants, investisseurs et travailleurs africains continuent de rencontrer des obstacles permanents pour traverser le continent.

Le commerce africain dépend aussi de la circulation des compétences, des idées et des collaborations. Le Togo semble avoir pris une longueur d'avance dans cette réflexion stratégique. Cette réforme pourrait d'ailleurs inspirer d'autres États africains à accélérer leurs propres mécanismes de facilitation de circulation. Car l'intégration africaine ne se construira pas uniquement dans les institutions continentales. Elle se construira aussi dans les aéroports, les universités, les marchés, les incubateurs, les entreprises et les rencontres humaines.

Chaque frontière simplifiée rapproche un peu plus le continent de son idéal d'unité. Le choix togolais apparaît ainsi comme celui d'un pays qui veut compter dans l'Afrique de demain. Une Afrique où les nations seront jugées non seulement sur leur stabilité ou leurs ressources, mais aussi sur leur capacité à connecter les peuples, attirer les talents et favoriser les échanges. Et peut-être qu'au fond, l'intégration africaine commence par ce geste simple mais profondément politique : permettre enfin aux Africains de se sentir chez eux... en Afrique.



Directeur de publication : Imprimerie :
Donis AYIVI Sigmaprint
Rédaction : Conception :
Tony AMETEPE Lomegraph
Essosimna ASSALIH
Stan AZIATO
Aboubakar AOUDOU
Steven Edoé WILSON

E-mail :
contact@lomegraph.tg
Tirage :
500 Exemplaires
Adresse :
Agoe, Anome
Lomé - Togo

FOCUS

La stratégie silencieuse qui a stabilisé le secteur éducatif togolais

Après des années de turbulences marquées par des grèves à répétition et un climat social tendu, le secteur éducatif togolais connaît aujourd'hui une phase d'apaisement notable. Cette accalmie, loin d'être fortuite, s'inscrit dans une dynamique de réformes structurelles et de dialogue social renouvelé. Mais derrière cette stabilité retrouvée, quels sont les véritables leviers du changement ? Entre engagements gouvernementaux, efforts d'investissement et modernisation progressive du système éducatif, l'école togolaise semble amorcer un tournant.



Pendant de nombreuses années, le secteur éducatif togolais a été le théâtre de tensions récurrentes. Grèves, débrayages, revendications syndicales et interruptions de cours faisaient partie du quotidien des établissements scolaires, affectant profondément la qualité de l'enseignement et le rendement des apprenants.

Au cœur de ces tensions figuraient des préoccupations bien identifiées : faibles niveaux de rémunération, insuffisance des primes, conditions de travail jugées difficiles, affectations contestées et déficit d'infrastructures scolaires adéquates. Ce cumul de frustrations avait progressivement fragilisé la relation entre les enseignants et les autorités publiques.

C'est dans ce contexte qu'un tournant majeur s'opère le 10 mars 2022, avec la signature d'un mémorandum d'entente entre le gouvernement togolais et les syndicats du secteur de l'éducation. Cet accord, fruit de longues négociations, marque une rupture avec les années de confrontation.

Le document prévoit notamment une gratification exceptionnelle de 5 milliards de FCFA, étalée sur

une période de cinq ans, avec un horizon fixé à 2025. Au-delà de l'aspect financier, il consacre surtout une nouvelle approche du dialogue social, fondée sur la concertation et la recherche de compromis.

Plus déterminant encore, les parties prenantes conviennent d'une trêve sociale sur la même période. Cette décision met un terme aux menaces de grèves répétitives et instaure un climat propice à la stabilité du système éducatif.

Ce compromis, qualifié de « tournant historique » par plusieurs observateurs, traduit une volonté partagée de placer l'intérêt des apprenants au-dessus des divergences corporatistes. Il témoigne également d'une maturité institutionnelle accrue, où le dialogue remplace progressivement l'affrontement.

Dans la foulée, des mécanismes de suivi ont été mis en place afin de garantir l'application effective des engagements pris. Cette vigilance institutionnelle a contribué à instaurer un climat de confiance entre les différents acteurs du secteur.

Des actions concrètes...

L'une des mesures les plus visibles reste le recrutement massif d'enseignants. Entre 2020 et 2024, plus de 22 400 enseignants ont été recrutés et formés. Cet effort sans précédent vise à répondre à un déficit chronique en personnel éducatif, particulièrement dans les zones rurales.

Cette politique de recrutement a permis de réduire la surcharge des classes et d'améliorer le suivi pédagogique des élèves. Elle contribue également à renforcer la présence de l'État dans les zones les plus reculées, où l'accès à une éducation de qualité demeure un défi.

Parallèlement, d'importants investissements ont été réalisés dans le domaine des infrastructures scolaires. Entre 2020 et 2024, environ 5 300 salles de classe ont été construites ou réhabilitées dans le cadre du Programme d'urgence de développement communautaire (PUDC).

Ces efforts ont permis de remplacer progressivement les classes en matériaux précaires par des infrastructures modernes, plus adaptées aux

exigences pédagogiques. Dans plusieurs localités, cette transformation a considérablement amélioré l'environnement d'apprentissage.

En réduisant les effectifs pléthoriques dans les salles de classe, ces investissements contribuent également à améliorer les conditions de travail des enseignants, longtemps confrontés à des situations de surpopulation scolaire.

Au-delà des infrastructures, le système éducatif togolais amorce une transition vers des approches pédagogiques plus modernes. L'introduction de méthodes interactives et participatives vise à renforcer l'efficacité de l'apprentissage. L'usage progressif des outils numériques dans l'enseignement témoigne également d'une volonté d'adaptation aux évolutions contemporaines. Cette mutation, bien que progressive, ouvre la voie à une école plus en phase avec les exigences du monde actuel.

La qualité du système éducatif repose en grande partie sur la compétence de ses enseignants. Conscient de cet enjeu, le gouvernement togolais a engagé une réforme ambitieuse de la formation du personnel éducatif pour former autrement et enseigner mieux.

La formation continue comme levier de performance

En 2021, cinq nouvelles Écoles normales d'instituteurs (ENI) ont été créées, puis transformées en Écoles normales de formation des professeurs des écoles (ENFPE). Cette réforme vise à améliorer la qualité de la formation initiale des enseignants.

Les ENFPE ont pour mission de former des enseignants qualifiés, capables de répondre aux exigences pédagogiques contemporaines, notamment dans les zones rurales où les besoins sont les plus pressants.

Au-delà de la formation initiale, un accent particulier est mis sur la formation continue des enseignants déjà en service. Ces programmes permettent de renforcer leurs

compétences et de les familiariser avec les nouvelles méthodes pédagogiques.

L'intégration des technologies numériques dans l'enseignement constitue un axe central de ces formations. Elle vise à doter les enseignants des outils nécessaires pour évoluer dans un environnement éducatif en mutation. Cette approche contribue à professionnaliser davantage le métier d'enseignant et à améliorer la qualité globale de l'enseignement.

L'accalmie observée dans le secteur éducatif s'explique également par des mesures visant à améliorer le bien-être des acteurs du système et à moderniser son fonctionnement.

La digitalisation progressive du système éducatif constitue l'un des axes majeurs des réformes en cours. Elle se traduit par la modernisation de certains services éducatifs, la révision des curricula et l'orientation vers des formations plus pratiques.

Cette évolution vise à mieux préparer les élèves aux réalités du marché de l'emploi, dans un contexte où les compétences numériques deviennent de plus en plus indispensables.

Le bien-être des acteurs comme priorité



L'introduction des congés de détente dans le calendrier scolaire s'inscrit dans une logique d'amélioration du bien-être des élèves et des

enseignants. Cette mesure vise à réduire la fatigue accumulée au cours de l'année académique et à favoriser une meilleure efficacité pédagogique. En prenant en compte la dimension humaine du système éducatif, cette réforme contribue à instaurer un climat plus serein dans les établissements scolaires.

Une accalmie réelle, socle d'une transformation durable

Aujourd'hui, de nombreux observateurs s'accordent à reconnaître une amélioration progressive du climat scolaire au Togo. Les tensions qui, hier encore, paralysaient le système éducatif se sont nettement atténuées, laissant place à une dynamique de stabilité et de confiance retrouvée entre les différents acteurs.

Cette accalmie est le fruit d'un véritable changement de paradigme : le passage d'un rapport de force à une culture du dialogue, la combinaison de mesures sociales concrètes et d'investissements structurels, ainsi qu'une attention accrue portée au bien-être des enseignants et des apprenants. À cela s'ajoute une modernisation progressive du système, qui contribue à redonner sens et efficacité à l'action éducative.

Certes, des défis subsistent, notamment dans certaines zones rurales

où les besoins en infrastructures, en enseignants qualifiés et en équipements demeurent importants. Mais loin de remettre en cause les

avancées enregistrées, ces défis apparaissent désormais comme des axes d'amélioration dans une dynamique globalement positive.

La pérennité de cette accalmie reposera sur la capacité des autorités à maintenir ce dialogue social apaisé, à poursuivre les efforts engagés et à consolider les acquis obtenus ces dernières années.

Car l'enjeu est désormais clair : transformer cette accalmie en une stabilité durable. L'école togolaise se trouve aujourd'hui à un tournant décisif. Les bases d'un système éducatif plus performant et plus résilient sont posées, et leur consolidation dépendra d'une mobilisation continue des ressources, d'une volonté politique affirmée et d'un engagement collectif de tous les acteurs.

Au-delà des réformes et des chiffres, l'essentiel demeure : offrir à chaque élève togolais une éducation de qualité, en phase avec les ambitions de développement du pays.

Dans cette perspective, l'accalmie actuelle ne constitue pas un aboutissement, mais bien une opportunité stratégique : celle de repenser en profondeur le système éducatif pour en faire un véritable levier de transformation sociale et économique.



TOGO
emergent

**FAITES VOS
ANNONCES
PUBLICITAIRES
ICI**





F *Le vendredi,
c'est un jour à part...* **F**

**Un peu de travail.
Beaucoup de bonne
humeur avant le
week-end !**

INTERVIEW

**« On ne trouve pas de l'emploi à quelqu'un. On l'accompagne à trouver de l'emploi. »
M. Comlan Edmond AMOUSSOU,
ex-Directeur Général de l'ANPE**

Sur un marché de l'emploi de plus en plus compétitif, l'insertion professionnelle des jeunes diplômés constitue un défi majeur au Togo. Entre manque d'expérience, inadéquation entre formation et besoins du marché, et exigences croissantes des recruteurs, les primo demandeurs d'emploi se retrouvent souvent confrontés à de nombreuses incertitudes. Pourtant, au-delà des diplômes, ce sont aussi les comportements, les attitudes et les initiatives personnelles qui peuvent faire la différence dans un parcours d'insertion réussi.

Dans ce contexte, l'accompagnement et les orientations stratégiques jouent un rôle essentiel. Président de Conseils Réunis, une société de prestation en matière de ressources humaines et de placement, Expert en Organisation et Management des Ressources Humaines, membre de l'Ordre des Conseillers en Ressources Humaines Agréé (CRHA) du Québec (CANADA) et de l'Association Togolaise des Gestionnaires des Humaines (ATGRH), et surtout premier Directeur Général de l'Agence Nationale Pour Emploi (ANPE) de 2010 à 2020, M. Comlan Edmond AMOUSSOU dispose d'un regard éclairé sur les réalités du marché du travail togolais et les attentes des employeurs.

À travers cet entretien, il partage son expertise afin d'aider les jeunes à mieux se positionner, à développer les bons réflexes et à maximiser leurs chances d'accéder à une première opportunité professionnelle.



Comment décririez-vous aujourd'hui la situation du marché de l'emploi au Togo pour les primo demandeurs ?

Aujourd'hui, la situation du marché de l'emploi au Togo pour les primo-demandeurs apparaît globalement difficile et contrastée. Bien que les statistiques officielles indiquent un faible taux de chômage, cette réalité masque une forte précarité, marquée par le sous-emploi et la

domination du secteur informel.

Les jeunes, notamment les nouveaux diplômés, peinent à s'insérer professionnellement en raison du manque d'expérience exigé par les employeurs et de l'inadéquation entre les formations reçues et les besoins du marché. Le marché ne les absorbe pas, en partie parce que l'anticipation des besoins en compétences reste insuffisante : l'économie, qu'elle soit publique ou privée, n'a pas

toujours clairement identifié les types d'emplois nécessaires pour orienter efficacement les jeunes vers les formations adaptées. En conséquence, beaucoup se tournent vers des activités informelles ou l'auto-emploi, souvent sans garanties de stabilité.

Malgré les efforts de l'État à travers certains programmes d'insertion, les opportunités restent limitées face au nombre croissant de demandeurs, ce qui rend l'accès à un emploi décent

encore difficile pour la majorité des primo-demandeurs.

L'Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel (ERI-ESI 2017) fournit les principales données officielles sur le chômage et le sous-emploi au Togo :

- Taux de chômage : $\approx 3,9\%$
- Sous-emploi / sous-utilisation de la main-d'œuvre : $\approx 25,6\%$
- Emplois informels : $\approx 87,9\%$

Par ailleurs, l'économie togolaise repose en grande partie sur le secteur des services, notamment le port, l'aéroport, les banques et d'autres activités connexes, alors que près des deux tiers de la main-d'œuvre travaillent dans l'agriculture. Ce secteur représente plus de 40 % du PIB, mais reste peu mécanisé. Malgré les efforts du gouvernement, le tissu industriel demeure limité, ce qui freine le développement économique global. En conséquence, la valeur ajoutée en matière d'emploi et de productivité reste insuffisante.

Quelles sont, selon vous, les principales difficultés auxquelles font face les jeunes à la recherche de leur premier emploi ?

Les jeunes à la recherche de leur premier emploi sont confrontés à des difficultés majeures qui freinent leur insertion professionnelle. L'inadéquation entre la formation reçue et les besoins du marché du travail rend certains profils peu adaptés aux offres disponibles. Le manque d'expérience, souvent exigée par les employeurs, limite leurs chances d'être recrutés. Les formations sont très théoriques. La rareté des emplois formels pousse de nombreux jeunes vers le secteur informel, caractérisé par la précarité. Le manque d'accès à l'information et aux réseaux professionnels réduit leurs opportunités. Les contraintes financières, notamment liées aux stages non rémunérés ou aux frais de recherche d'emploi, constituent également un obstacle significatif. L'économie est peu dynamique pour créer durablement des emplois. Le partenariat public/privé signé n'est

pas suivi d'actions concrètes sur le marché de l'emploi.

On parle le plus souvent de l'inadéquation formation-emploi. Mais elle ne représente, avec la plupart des difficultés, que 30 % du problème. Le vrai défi est le dynamisme économique. Parce que, quand l'économie est très dynamique, même si vous n'avez pas été à l'école, vous pouvez travailler dans les BTP, vous pouvez être formés en une ou deux semaines et opérer pour un temps donné si l'économie est dynamique. C'est ce dynamisme que les différents programmes, dont la Feuille de route gouvernementale, visent à stimuler. Mais l'environnement international impacte négativement tous ces investissements du gouvernement.

Comment un jeune peut-il se démarquer dans un contexte où de nombreux profils se ressemblent ?

Pour se démarquer dans un contexte où de nombreux profils se ressemblent, un jeune doit aller à l'essentiel. D'abord, développer des compétences pratiques et complémentaires au diplôme, notamment dans le numérique ou les langues. Ensuite, acquérir une première expérience à travers des stages, du bénévolat ou des projets personnels. Il est aussi important d'adopter une attitude professionnelle, en faisant preuve de motivation, d'adaptabilité et de sérieux. Par ailleurs, soigner sa présentation (CV, entretien) constitue un atout non négligeable. Enfin, construire un réseau professionnel permet d'accéder à davantage d'opportunités et d'augmenter ses chances d'insertion.



Quelle importance accordez-vous à la présentation de soi (CV, lettre de motivation, attitude en entretien) ?

La présentation de soi est très importante dans la recherche d'un emploi, car elle constitue la première impression que le recruteur se fait du candidat. Un CV bien structuré permet de présenter clairement les compétences et les expériences.

La lettre de motivation exprime l'intérêt du candidat pour le poste et sa capacité à se démarquer. Elle est un document écrit que le candidat envoie en complément de son CV lors d'une candidature à un emploi, un stage ou une formation. Elle permet d'expliquer pourquoi le candidat postule à un poste précis, de montrer son intérêt pour l'entreprise et de mettre en avant ses compétences et qualités en lien avec le poste. Contrairement au CV, qui est factuel et synthétique, la lettre de motivation est plus personnelle et permet de convaincre le recruteur que le candidat est adapté au poste.

En entretien, l'attitude est également déterminante, car elle reflète la motivation, la confiance en soi et le professionnalisme. Ainsi, une bonne présentation de soi peut fortement influencer la décision de recrutement, surtout lorsque les profils sont similaires. Il existe des techniques qu'enseignent les cabinets et les institutions pour bien présenter son CV et se présenter en entretien d'embauche.

Il existe aussi une façon psychologique de se préparer pour ne pas être victime de tics lors des entretiens. Par exemple, quelqu'un qui plonge régulièrement le doigt dans le nez, et qui n'a pas maîtrisé ce tic, aura des difficultés en entretien. Il y a aussi des personnes chez qui, lorsqu'elles parlent beaucoup, de la salive peut apparaître au coin de la bouche. De temps en temps, il faut prendre un mouchoir et se nettoyer. Ce sont de petites astuces qu'enseignent des institutions comme Agence nationale pour l'emploi et Agence nationale du volontariat au Togo pour préparer les jeunes.

Les compétences comportementales (soft skills) sont-elles aujourd'hui aussi importantes que les compétences techniques



Il y a deux aspects que tout jeune qui aborde le marché du travail doit considérer pour avoir les meilleures chances de son côté. Il y a le CV lui-même, c'est-à-dire la connaissance qu'on acquiert à l'université. Aujourd'hui, on peut, avec Internet et l'intelligence artificielle, mettre à jour ces connaissances. Ce que les recruteurs cherchent, c'est quelqu'un qui connaît un peu la matière, qui a un peu d'expérience, mais au-delà, ils recherchent encore plus l'humain.

C'est-à-dire le candidat qui possède l'autre partie des compétences qu'on appelle les soft skills, ou compétences légères. Est-ce que vous avez de l'empathie ? Est-ce que, lorsque l'on vous met dans une équipe, vous êtes capable de ne pas créer de conflits ? Il existe une quarantaine de soft skills sur lesquelles le jeune doit travailler. Est-ce qu'il sait parler en public ? Est-ce qu'il sait prendre la parole ?

Ces compétences, on les acquiert dès la maison. Quand on est jeune, nos mamans nous disent de ne pas voler la tête du poisson ou la viande dans la marmite. Ce sont des valeurs qui sont vraiment importantes en entreprise. Si un jour on vous confie la caisse d'une société, ou si on vous met magasinier, la tentation peut être grande si vous avez pris de mauvaises habitudes depuis la

maison. Donc ces éléments, on les acquiert dans le parcours de vie.

Ces compétences sont aussi enseignées aujourd'hui, notamment dans les associations. Intégrez des associations comme la jeunesse du Rotary, Toastmasters ou même les partis politiques. Dans ces milieux, il faut être dynamique. On vous dit qu'un meeting va être organisé : intéressez-vous, apprenez à mettre les banderoles, à préparer les rencontres ; tout cela compte dans la vie. L'église est également un bon milieu pour apprendre. Vous êtes dans la chorale, vous êtes secrétaire, vous êtes trésorier ou bien chargé de l'organisation dans la paroisse. Et même au village, il faut être actif dans les associations du village, du quartier, les CDQ et autres.

Dans les entretiens d'embauche, nous regardons le parcours du jeune homme ou de la jeune fille pour voir s'il n'est pas "sauvage", dans le sens où il ne connaît que les papiers. Au-delà des questions pour tester ses connaissances, nous regardons aussi l'autre partie de l'humain que nous avons en face de nous. Ces compétences sont toujours nécessaires, même après avoir obtenu un emploi, pour gravir les échelons.

Les employeurs cherchent non pas des employés qui répondent comme dans l'armée, en étant au garde-à-vous, non. Ils recherchent des personnes qui, même en étant disciplinées, sont intelligentes et capables d'apporter une valeur ajoutée à leur poste.

Comment un primo demandeur peut-il identifier ses points forts et ses axes d'amélioration ?

Un primo-demandeur peut identifier ses points forts et ses axes d'amélioration en procédant à une analyse rigoureuse de ses compétences, de son parcours et de ses aptitudes personnelles.

Cette démarche peut s'appuyer sur l'examen de ses réalisations académiques ou pratiques afin de dégager ses atouts, mais aussi sur les retours

d'encadreurs ou de pairs, utiles pour objectiver son profil. Par ailleurs, la confrontation aux exigences du marché du travail, à travers l'étude des offres d'emploi ou des expériences de stage, permet de mieux cerner les compétences à consolider.

Est-il pertinent pour un jeune d'accepter des emplois en dehors de son domaine de formation au début de sa carrière ?

Oui, définitivement oui. Je vais vous raconter quelques anecdotes. Quand je dirigeais l'ANPE, nous avons envoyé une jeune femme, nantie d'un BTS, dans un hôtel. Dans les hôtels, avant de devenir directeur, on commence par le bas. Vous savez comment ils tiennent les plateaux, en équilibriste ! Vous devez apprendre à le faire. Vous devez être capable de servir les gens. Quelqu'un qui est au bar et qui veut boire, si vous passez par là, vous devez le servir. La jeune femme a dit : moi, j'ai un BTS, comment est-ce que je vais aller servir les gens ? Elle a quitté ce poste.

Par contre, nous avons eu une autre jeune dame qui a suivi une formation hôtelière et touristique au Maroc. Quand l'ANPE l'a également envoyée en stage dans le service hôtelier, elle est passée dans les chambres, a dressé les lits, servi les gens. Au bout de l'année de stage, elle a été embauchée comme directrice des étages.

Oui, toute opportunité d'emploi est bonne. Moi-même qui vous parle, j'ai eu à faire plusieurs travaux pendant mes années d'études. Cela m'a permis d'acquérir certaines aptitudes. Lorsque vous avez l'opportunité de rendre service, vous acquérez des compétences qui peuvent servir. Vous avez une maîtrise en anthropologie et vous avez l'opportunité de travailler dans un magasin, allez-y. Vous allez acquérir une compétence qui donnera plus de poids à votre CV.

Donc, aucun emploi n'est à rejeter, sauf s'il est dégradant. Je vois des jeunes de plus en plus dans ces équipes de sécurité. Les gens le font

en Europe pour gagner un peu d'argent. Aujourd'hui, à l'aéroport, dans les grands espaces, on voit des jeunes qui le font pendant un temps. La réponse est donc claire : il faut refuser uniquement si le métier est dégradant. Si on vous demande de faire quelque chose qui nuit à votre santé ou à votre équilibre mental, il faut refuser.

On ne va pas vous demander de devenir contremaître sur un chantier de production si vous n'êtes pas ingénieur, on ne va pas vous demander cela. Donc, ce qui est à peu près dans votre domaine, et même au-delà, il faut regarder et accepter, à mon avis.

Quelles initiatives personnelles recommanderiez-vous aux jeunes pour augmenter leurs chances (auto formation, entrepreneuriat, réseautage, etc.)

Pour renforcer leurs chances d'insertion, les jeunes doivent privilégier l'autoformation, s'initier à l'entrepreneuriat, développer leur réseau professionnel et s'impliquer dans des stages ou projets pratiques afin de valoriser leurs compétences.

Quel rôle jouent les structures comme l'ANPE dans l'accompagnement des primo demandeurs d'emploi ? En existe-t-il d'autres ?

Sur le marché du travail, il y a plusieurs acteurs. Le demandeur d'emploi, c'est lui qui vend sa force physique, intellectuelle, psychologique et ses compétences. Et puis, on a les entreprises qui font la demande de main-d'œuvre. Ce sont deux acteurs majeurs. Et cette transaction est gouvernée par les lois. Les États, de leur côté, mettent en place des institutions qui interviennent entre ces deux acteurs pour assurer des missions d'orientation, d'intermédiation sur le marché du travail, ainsi que de mise en relation avec les employeurs.

Donc, l'ANPE est un opérateur principal sur le marché du travail. Les lois

prévoient ce mécanisme. D'ailleurs, le gouvernement a mis en place un certain nombre de programmes que l'ANPE pilote, notamment le programme AIDE, pour permettre aux primo-demandeurs d'emploi de trouver des stages. Ainsi, un jeune qui sort de l'école doit obligatoirement, selon son quartier ou sa ville, se présenter au conseiller en place de l'ANPE. Il va vous recevoir et vous établir au moins la carte de demandeur d'emploi.

C'est la première offre. Ensuite, il va vous demander de revenir pour vous aider à maîtriser les techniques pour faire les CV et les lettres de motivation. Comment allez-vous cibler les entreprises ? Car il existe une technique de ciblage : vous n'allez pas écrire à toutes les entreprises du Togo, vous ciblez. Comment lire la presse ? La presse électronique notamment, car la plupart des emplois disponibles sont aujourd'hui en ligne. Comment s'inscrire sur les sites d'emploi ? Et, lorsqu'il y a des annonces, comment réagir ? L'ANPE est là pour cela, en dehors des programmes.

Par ailleurs, d'autres institutions complètent ce dispositif, notamment l'Agence nationale du volontariat au Togo. Elle a pour mission de faciliter l'engagement citoyen des jeunes et des adultes à travers des programmes de volontariat, en vue de renforcer leur employabilité, de favoriser leur insertion socioprofessionnelle et de contribuer au développement local.

Sur le plan entrepreneurial, vous avez le Fonds d'appui aux initiatives économiques des jeunes (FAIEJ), dédié à l'accompagnement des jeunes dans la création d'activités génératrices de revenus. Vous avez aussi l'Agence nationale de promotion et de garantie de financement des PME/PMI (ANPGF), qui favorise l'accès au financement des initiatives entrepreneuriales.

Il existe donc une panoplie de mécanismes et de structures, auxquelles s'ajoutent diverses organisations non gouvernementales, des incuba-

teurs et des centres de formation, qui participent également au renforcement des capacités et à l'insertion professionnelle des jeunes.

Souvent, les jeunes disent : « Mais ces structures-là, si j'y vais, elles ne vont pas me trouver un emploi. » Il faut retenir ceci : on ne trouve pas un emploi à quelqu'un, on l'accompagne à en trouver. Celui qui est concerné au premier chef, c'est le demandeur d'emploi.

Imaginez un jeune qui veut approcher une fille et lui faire la cour. De façon régulière, il entre en relation avec elle, puis cette relation évolue vers la dot, sous la surveillance des parents et de la société, et ainsi de suite. Est-ce que les parents sont présents lorsque le jeune homme courtise la jeune fille ? C'est la même chose en matière d'emploi.

C'est le jeune lui-même qui doit faire les démarches, même s'il y a les parents. Les statistiques indiquent que, sur 10 personnes qui trouvent un emploi, il y en a à peu près 3 à 5 qui le trouvent grâce aux relations parentales ou de quartier. Mais, pour le reste, tout repose sur le dynamisme et la connaissance du marché.

Ainsi, ces institutions offrent un accompagnement réel, même si les efforts du gouvernement ne permettent pas encore de faire des miracles à 100 %. C'est le jeune homme ou la jeune fille lui-même qui doit être au cœur de la démarche.



Quels conseils donneriez-vous pour construire un projet professionnel clair et cohérent ?

Pour construire un projet professionnel cohérent, il convient d'abord d'engager une analyse rigoureuse de ses compétences, intérêts et aspirations. Il est ensuite nécessaire de confronter ce profil aux réalités du marché de l'emploi afin de définir des objectifs réalistes et pertinents. Enfin, l'élaboration d'un plan d'action structuré, intégrant formation et expériences, permet d'en assurer la mise en œuvre progressive.

Comment un jeune doit-il réagir face aux refus ou aux périodes prolongées de recherche d'emploi ?

Face aux refus ou à une longue période de recherche d'emploi, le jeune doit faire preuve de persévérance et de recul. Il est important d'analyser les échecs afin d'en tirer des enseignements et d'améliorer son profil ou ses candidatures. Il doit également diversifier ses démarches et rester actif dans sa recherche. Enfin, le renforcement des compétences, le réseautage et l'accompagnement professionnel constituent des leviers essentiels pour accroître ses chances d'insertion.

Quelle attitude adopter une fois en poste pour sécuriser et faire évoluer sa première opportunité professionnelle ?

Une fois en poste, il convient d'adopter une attitude rigoureuse et professionnelle, fondée sur le sérieux, la discipline et le respect des exigences hiérarchiques. Le jeune professionnel doit également faire preuve d'engagement, de capacité d'adaptation et d'esprit d'initiative afin de s'intégrer durablement dans son environnement de travail. Par ailleurs, une démarche d'apprentissage continu et de perfectionnement des compétences constitue un levier essentiel pour sécuriser son emploi et favoriser son évolution de carrière.



Quand on prend le domaine bancaire, des assurances et autres, un jeune employé peut s'inscrire dans une école de formation bancaire. Lorsqu'il sort du travail le soir, il peut aller suivre des cours pour se perfectionner. Je vois beaucoup de jeunes qui s'inscrivent, malgré le fait que la scolarité est chère ; ils empruntent dans les banques pour payer des cours de master. Lorsque vous commencez à travailler, prenez des cours : si vous avez un BTS, préparez une licence, puis un master. Et lorsque les postes vont se libérer, parce que les personnes avancent en âge et partent à la retraite, vous pourrez évoluer vers un poste plus élevé.

Si vous travaillez dans un autre domaine, arrangez-vous avec vos superviseurs et les ressources humaines pour qu'on vous libère une partie de votre temps afin de suivre des formations. En matière industrielle, il existe un centre de formation aux métiers de l'industrie dans la zone industrielle. Et au niveau de la plateforme de PIA, le gouvernement est

en train de mettre en place un centre de formation d'excellence.

De petites opportunités existent ainsi. Quand j'étais à l'ANPE, il y avait des jeunes dames qui avaient juste le bac. Elles sont entrées comme assistantes ou secrétaires, pour taper des lettres. Ensuite, on leur a offert la possibilité de s'inscrire dans des écoles. Nous avons financé une partie, et l'école a accordé une bourse. Celles qui avaient le bac ont ensuite obtenu un BTS, d'autres une licence. Aujourd'hui, elles occupent de meilleurs postes.

Donc, à chaque opportunité, il faut savoir donner soi-même la réponse. S'investir dans son emploi pour se développer. Si, là où vous êtes, il n'y a pas de possibilités, soyez attentifs : vous aurez l'opportunité de migrer ailleurs. Avant, nos pères travaillaient dans une seule entreprise jusqu'à leur retraite. Aujourd'hui, aucun employeur ne garantit la stabilité de l'emploi à vie. La seule chose que vous devez exiger de l'employeur, c'est de garantir un investissement dans votre formation.

À ce que vous avez acquis à la base, vous devez ajouter de nouvelles compétences. Si vous ne trouvez pas d'emploi au Togo, il existe des opportunités dans la sous-région, mais il faut faire attention aux vendeurs de sommeil.

Mais, de façon régulière, l'ANPE a fait migrer une vingtaine de couples au Canada dans le cadre d'un programme officiel piloté par l'ANPE, les ambassades, mais aussi en lien avec le marché canadien. Ainsi, il existe parfois des opportunités dans les domaines techniques pour ceux qui ont investi dans leur métier.

Ce que je dis ne signifie pas que la vie est très, très facile. Elle reste difficile, nous l'observons. Mais il faut garder l'espoir que les choses peuvent s'améliorer.

Si vous aviez un message clé à adresser aux primo demandeurs d'emploi togolais, quel serait-il ?

C'est un mot d'optimisme. L'environnement international et sous-régional est très diffus, très contrasté. Nous sommes dans un pays confronté à des difficultés, avec des ressources consacrées à la sécurité. Lorsqu'on se trouve dans des zones où il y a le djihadisme et d'autres fléaux, avec des actes terroristes et des violences, beaucoup de ressources sont mobilisées pour y faire face.

Mais aujourd'hui, le gouvernement investit dans l'éducation et la formation des jeunes dans le secteur public. Il faut saisir ces opportunités pour avancer. Essentiellement, les parents se saignent pour investir dans l'instruction de leurs enfants. Le jeune doit, en s'investissant, être attentif et ouvert pour saisir les opportunités de son développement. Et là, il peut réussir, même si cela

prend du temps.

Pour celui qui chemine, il n'est pas forcément nécessaire de rêver d'aller trouver du travail au Nigéria ou en Europe. Cela devient très difficile. Les lois adoptées en Europe, au Canada et aux États-Unis sont devenues plus strictes. Certains s'endettent pour passer par le désert, au péril de leur vie.

On leur enlève le cœur, on les maltraite. Et quand ils ne meurent pas en mer, ils entrent de façon clandestine dans des pays, avant d'être rapatriés.

Il faut garder l'espoir et continuer. Aujourd'hui, on peut étudier avec les moyens des parents et du gouvernement, sereinement jusqu'à un certain niveau. Ensuite, il faut ajouter d'autres cordes à son arc. Je suis dans cette posture optimiste pour dire, en avançant progressivement, étape par étape, il est possible d'aller loin.



POLITIQUE

Togo : l'indépendance au-delà des symboles



À l'occasion du 66^e anniversaire de son indépendance, le Togo esquisse une relecture contemporaine de la souveraineté, loin des symboles hérités du passé. Dans un monde instable, l'indépendance ne se proclame plus : elle se construit, se mesure et se prouve.

À l'occasion de la commémoration du 66^e anniversaire de l'accession du Togo à la souveraineté internationale, le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, s'est adressé à la Nation le 27 avril dans un discours qui dépasse largement le cadre cérémoniel habituellement associé aux célébrations d'indépendance.

Dans un contexte international marqué par des fractures géopolitiques persistantes, des incertitudes économiques et des crises sécuritaires régionales, rares sont les prises de parole politiques qui ne se limite pas à

commémorer un acquis historique ; il propose une relecture stratégique de la souveraineté comme capacité réelle d'action.

Pendant longtemps, dans de nombreuses jeunes démocraties, l'indépendance a été conçue comme une rupture essentiellement juridique avec la domination coloniale. Mais le XXI^e siècle impose une lecture plus exigeante : un État ne peut être considéré comme pleinement souverain que s'il est en mesure de nourrir sa population, de sécuriser son territoire, de résister aux chocs extérieurs et de créer des opportunités économiques pour sa jeunesse.

En affirmant que « l'indépendance réelle se mesure à la solidité de nos institutions, à la vitalité de notre économie et à la cohésion de notre société », le Président du Conseil rompt avec une approche symbolique

pour inscrire la souveraineté dans une logique de performance et de résultats. Ce glissement conceptuel n'est pas anodin : il repositionne l'État non plus comme simple garant d'une mémoire, mais comme acteur responsable d'un avenir.

Une évolution rhétorique au service du réalisme politique

L'un des apports majeurs de ce discours réside dans la manière dont il articule souveraineté et résilience. Dans de nombreux contextes africains, la souveraineté est souvent invoquée dans une posture défensive, parfois en opposition au reste du monde. Ici, elle est repensée dans une logique d'équilibre : réduire les dépendances sans céder à l'isolement, s'ouvrir aux partenariats tout en préservant sa capacité de décision.

Cette approche traduit un réalisme

politique qui s'inscrit dans les mutations actuelles des relations internationales. Dans un monde interdépendant, la souveraineté ne signifie plus autarcie, mais capacité à négocier, à choisir et à orienter son développement en fonction de ses intérêts propres.

Le discours met également en lumière une vérité essentielle : l'indépendance n'a de sens que si elle améliore concrètement la vie des citoyens. L'accès à l'eau, à l'électricité, à l'éducation ou à l'emploi des jeunes n'est plus présenté comme une simple politique publique, mais comme le socle même du contrat national. Ce repositionnement est fondamental, car il déplace la légitimité de l'action publique du registre des intentions vers celui des résultats tangibles.

"Protéger, rassembler, transformer" : une matrice stratégique

La cohérence de cette vision se lit aussi dans sa structuration autour du triptyque « Protéger, rassembler, transformer ». Plus qu'un slogan, cette formule constitue une véritable grille de lecture de l'action publique.

« Protéger » élargit la notion traditionnelle de sécurité. Il ne s'agit plus uniquement de défendre les frontières, mais aussi de garantir l'accès aux ressources essentielles : eau, énergie, alimentation. Dans un contexte africain marqué par les effets du changement climatique et les tensions régionales, cette conception globale de la sécurité apparaît particulièrement pertinente. « Rassembler » répond quant à lui à un défi majeur des États africains contemporains : la cohésion sociale et territoriale. En insistant sur la réduction des inégalités et le renforcement du lien entre l'État et les citoyens, le discours reconnaît implicitement qu'aucune croissance durable ne peut s'inscrire dans un contexte de fragmentation.

Enfin, « Transformer » incarne l'ambition la plus structurante. Elle renvoie à la nécessité de changer de modèle économique : produire localement, moderniser l'agriculture, investir dans les infrastructures et développer les compétences. Cette orientation s'inscrit dans une dynamique globale où la souveraineté économique passe désormais par la capacité à créer de la valeur sur place.

Vers une souveraineté économique assumée

La redéfinition de l'indépendance passe inévitablement par une transformation économique. Le discours met en avant la nécessité de sortir d'un modèle basé sur la dépendance extérieure et l'exportation de matières premières brutes.

L'accent mis sur la production locale, la montée en compétences et le développement des infrastructures traduit une volonté de repositionner

le Togo dans les chaînes de valeur régionales et internationales. Cette orientation rejoint les trajectoires observées dans plusieurs économies émergentes, où la souveraineté se construit désormais par l'industrialisation, la logistique et l'innovation.

Cependant, cette ambition appelle une exigence forte : celle de la mise en œuvre. Car toute vision politique, aussi cohérente soit-elle, se mesure à sa capacité d'exécution. Les attentes des citoyens restent concrètes : des emplois, des services publics efficaces, une justice crédible et des

symboles, davantage orientée vers la résilience et les résultats.

Dans un continent souvent pris entre les héritages du passé et les urgences du présent, cette approche propose une voie médiane : celle d'un État capable de tirer les leçons de son histoire tout en se projetant avec lucidité dans l'avenir.

L'indépendance, dans cette perspective, n'est plus un acquis figé, mais un processus dynamique. Elle se construit au quotidien, à travers des politiques publiques efficaces, des institutions crédibles et une société



institutions solides.

engagée.

Une vision en quête de concrétisation

Au-delà des intentions affichées, ce discours révèle une tentative assumée de repositionner le Togo dans une nouvelle génération de gouvernance africaine. Une gouvernance moins idéologique, plus pragmatique ; moins tournée vers les

C'est sans doute là l'enseignement principal de cette prise de parole : rappeler que la souveraineté ne se décrète pas, elle se démontre. Et que, pour les États africains, le véritable défi n'est plus de conquérir l'indépendance, mais de lui donner un contenu concret et durable.

Intensément fraîche et pétillante



snb.tg

LE GOÛT DE ÇA!



ÉCONOMIE

Togo : des exportations en hausse qui confirment un nouveau dynamisme



Avec 253,5 milliards FCFA d'exportations au quatrième trimestre 2025, le Togo confirme un regain de dynamisme commercial. Mais derrière cette progression, la structure des échanges et le poids des importations interrogent la solidité du modèle économique.

Le commerce extérieur togolais a affiché une performance notable au quatrième trimestre 2025. Avec 253,5 milliards FCFA d'exportations enregistrées selon les données de l'INSEED, le pays signe une progression de 23,4 % en glissement annuel, confirmant une dynamique commerciale plus soutenue qu'au niveau des importations, limitées à une hausse de 9,5 %. Une évolution qui peut apparaître comme un motif de satisfaction dans un contexte régional marqué par les tensions logistiques, l'inflation importée et les ralentissements économiques mondiaux.

Mais derrière ces chiffres encourageants se cache une réalité plus complexe. Car si le Togo exporte davantage, il continue également d'importer massivement, avec une facture estimée à 536,4 milliards FCFA sur la période. Résultat : le déficit commercial reste élevé, à 282,9 milliards FCFA. Le Togo est-il en train de bâtir une économie exportatrice durable ou simplement de renforcer sa dépendance à quelques produits et

partenaires stratégiques ?

Une progression portée par des produits encore peu transformés

L'analyse de la structure des exportations togolaises révèle une forte concentration autour d'un nombre limité de produits. Les phosphates dominent largement les ventes extérieures avec 16,2 % des exportations, soit près de 41 milliards FCFA. Derrière eux figurent les motocycles, les produits pétroliers raffinés, les emballages plastiques ou encore les tourteaux de soja. À eux seuls, les dix principaux produits représentent près de 62 % des exportations totales du pays.

Cette concentration traduit à la fois une force et une fragilité. Une force, parce que certains secteurs togolais démontrent une réelle capacité à se maintenir sur les marchés internationaux. Les phosphates, par exemple, demeurent un levier historique de revenus pour l'économie nationale, tandis que les produits pétroliers et les motocycles témoignent du rôle stratégique du Togo comme plateforme commerciale et logistique en Afrique de l'Ouest.

Cependant, cette dépendance à quelques filières expose également le pays à des risques importants.

Une baisse des cours mondiaux du phosphate, un ralentissement de la demande régionale ou des perturbations commerciales pourraient rapidement fragiliser les recettes d'exportation. Surtout, la faible part des produits fortement transformés montre que le Togo exporte encore majoritairement de la valeur brute ou intermédiaire, avec une industrialisation limitée. Le véritable enjeu ne réside donc plus uniquement dans l'augmentation des volumes exportés, mais dans la capacité du pays à créer davantage de valeur ajoutée localement.

L'Inde, premier client : une opportunité stratégique à double tranchant

L'autre enseignement majeur de ce trimestre concerne les partenaires commerciaux du Togo. L'Inde devient le premier client du pays avec 18,6 % des exportations, devant la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso. Cette montée en puissance illustre le repositionnement progressif des échanges togolais vers les économies émergentes, particulièrement asiatiques.

Ce partenariat avec l'Inde ouvre des perspectives importantes. D'un côté, il offre au Togo un débouché solide pour ses matières premières et certains produits industriels. De l'autre, il renforce l'attractivité géoéconomique

du pays, notamment grâce au Port autonome de Lomé qui continue de jouer un rôle majeur dans les flux commerciaux régionaux. La présence de marchés ouest-africains comme la Côte d'Ivoire, le Burkina Faso, le Bénin ou le Ghana parmi les principaux clients confirme également le positionnement du Togo comme corridor commercial sous-régional.

Mais cette concentration géographique invite à prendre aussi en compte plusieurs enjeux. Lorsque plus de 81 % des exportations dépendent de seulement dix clients, l'économie devient vulnérable aux changements diplomatiques, monétaires ou commerciaux de ces partenaires. Une crise économique en

Inde, des tensions sécuritaires dans le Sahel ou un durcissement des politiques commerciales régionales pourraient avoir des répercussions directes sur les performances togolaises.

Dans ce contexte, le défi pour le Togo sera de diversifier davantage ses marchés tout en renforçant sa compétitivité industrielle. L'ambition ne peut plus être seulement d'exporter plus, mais d'exporter mieux, notamment des produits transformés, compétitifs et capables de résister aux fluctuations extérieures. Les chiffres du quatrième trimestre 2025 montrent un Togo commercialement plus actif, plus connecté et progressivement

mieux positionné dans les échanges internationaux. Mais ils révèlent également les limites structurelles d'une économie encore fortement dépendante des importations, des matières premières et d'un cercle restreint de partenaires.

Le véritable tournant ne viendra donc pas uniquement des statistiques d'exportation, mais de la capacité du pays à transformer ses richesses en puissance industrielle durable. Car au fond, une économie ne devient pas forte seulement parce qu'elle vend davantage au monde ; elle devient forte lorsqu'elle maîtrise réellement ce qu'elle produit, transforme et valorise.



TOGO
émergent

**FAITES VOS
ANNONCES
PUBLICITAIRES
ICI**

The advertisement features a woman with braided hair, wearing a white t-shirt and blue jeans, pointing towards the text. The background is a dark green gradient with a yellow circle behind her. The text is in white and yellow.

Le Togo peut-il devenir le nouveau hub des startups en Afrique de l'Ouest ?

Avec une levée de fonds en négociation de 21 millions d'euros, Gozem change d'échelle et redessine les ambitions numériques du Togo. Derrière cette dynamique, le pays tente de s'imposer comme un nouveau pôle des startups en Afrique de l'Ouest.

Longtemps considérée comme une simple application de transport urbain inspirée des modèles internationaux, Gozem est aujourd'hui en train de changer de dimension. La startup née au Togo en 2018 négocie actuellement un financement de 21 millions d'euros auprès de la Société financière internationale (SFI), branche de la Banque mondiale dédiée au secteur privé. Derrière cette opération financière se dessine bien plus qu'un soutien à une entreprise technologique. C'est tout un modèle économique africain, fondé sur la mobilité, le numérique et l'inclusion financière, qui cherche à prendre de l'ampleur à l'échelle régionale.

Pour le Togo, cette annonce dépasse largement le cadre d'une simple levée de fonds. Elle symbolise une évolution importante, celle d'un pays qui ne veut plus être seulement un espace de consommation technologique, mais également une terre de création et d'expansion de startups africaines. Dans un contexte où les économies ouest-africaines cherchent de nouveaux relais de croissance, Gozem apparaît comme le reflet d'une nouvelle génération d'entreprises capables de mêler innovation locale, besoins sociaux et ambitions régionales.

Une startup devenue acteur économique stratégique

Le financement envisagé par la SFI montre que Gozem n'est plus perçue comme une jeune pousse expérimentale, mais comme une entreprise structurante pour l'économie régionale. Les 21 millions d'euros prévus entre 2026 et 2028 serviront notamment à financer l'acquisition de motos,



tricycles et véhicules, tout en renforçant le programme « Drive-to-Buy ». Ce système permet à des conducteurs, souvent exclus du crédit bancaire classique, de devenir progressivement propriétaires de leurs outils de travail grâce aux revenus générés sur la plateforme.

Derrière ce mécanisme se cache un enjeu économique et social majeur qu'est l'inclusion financière. Dans

plusieurs pays africains, des milliers de jeunes actifs travaillent dans l'informel sans accès au financement traditionnel. En permettant à des conducteurs de financer un véhicule sur 12 à 52 mois, la startup crée une forme de crédit alternatif adossé à l'économie numérique. La donnée technologique remplace progressivement les garanties bancaires classiques.

Mais cette stratégie révèle aussi une mutation plus profonde du secteur du transport urbain africain. Pendant des décennies, les motos-taxis ont fonctionné dans un cadre largement informel, peu structuré et faiblement digitalisé. Aujourd'hui, des plateformes comme Gozem transforment ce marché en un véritable écosystème économique : transport, livraison, paiement mobile, micro-crédit et même fidélisation numérique. L'entreprise ne vend plus seulement des trajets ; elle construit une infrastructure de services autour de la mobilité urbaine.

Le Togo face au défi de devenir un hub technologique régional

Le fait que cette expansion régionale soit pilotée depuis Lomé constitue un signal fort pour le Togo. Dans une Afrique où les grands pôles technologiques restent do-

minés par Lagos, Nairobi ou Le Cap, l'émergence d'une startup régionale depuis le territoire togolais participe à repositionner l'image économique du pays. Le Togo cherche depuis plusieurs années à renforcer son attractivité numérique, notamment à travers la digitalisation administrative, le développement des fintechs et les investissements dans les infrastructures technologiques.

L'essor de Gozem pourrait ainsi produire un effet d'entraînement. Une startup qui réussit attire généralement des investisseurs, des talents et d'autres entreprises innovantes. En ce sens, la présence de la SFI dans ce financement agit également comme un label de crédibilité internationale. Lorsqu'une institution liée à la Banque mondiale soutient une entreprise africaine, elle envoie un message au marché : celui d'un modèle jugé suffisamment viable pour porter une croissance régionale.

Cependant, plusieurs défis demeurent. L'expansion rapide dans plusieurs pays expose Gozem à des réalités réglementaires différentes,

à la concurrence des géants internationaux et à des risques liés au pouvoir d'achat des populations. Le modèle économique devra également prouver sa rentabilité sur le long terme, dans un secteur où les coûts logistiques et les investissements sont élevés. Par ailleurs, le succès de Gozem pose indirectement une question stratégique au Togo : comment transformer quelques réussites isolées en un véritable écosystème national de startups ? Car une économie numérique forte ne repose pas uniquement sur une entreprise performante, mais sur un environnement complet capable de faire émerger plusieurs champions locaux.

Avec cette levée de fonds en négociation, Gozem ne cherche plus seulement à transporter des passagers ; l'entreprise ambitionne désormais de transporter une vision économique africaine fondée sur la technologie, la mobilité et l'inclusion financière. Pour le Togo, l'enjeu dépasse le succès d'une startup. Il s'agit de prouver qu'un pays de taille modeste peut devenir le point de départ d'innovations capables de conquérir une région entière. Au fond, le véritable symbole n'est peut-être pas la moto financée ou le trajet effectué. Le vrai symbole, c'est qu'une idée née à Lomé commence progressivement à circuler sur les routes économiques de toute l'Afrique centrale et de l'Ouest.



TOGO
emergent

**FAITES VOS
ANNONCES
PUBLICITAIRES
ICI**



SOCIÉTÉ Naissance et mutation du taxi-moto au Togo : les zémidjans à l'épreuve des "Gnognovi"

Longtemps pilier de la mobilité urbaine et refuge économique pour des milliers de Togolais, le taxi-moto traverse aujourd'hui une phase de mutation profonde. Face à la montée des tricycles motorisés, les "Gnognovi", c'est tout un modèle informel qui est appelé à se réinventer.

Pendant des décennies, il était impensable d'imaginer les rues de Lomé, Kara, Sokodé ou Atakpamé sans le vrombissement constant des motos. Le taxi-moto, localement appelé "zémidjan", "zem" ou encore "Oléyia", s'est progressivement imposé comme un élément central du paysage urbain togolais. Bien plus qu'un simple moyen de transport, il incarne une forme d'ingéniosité populaire, une réponse spontanée aux limites des infrastructures formelles.



D'un contexte de crise à un pilier de la mobilité nationale raditionnels en mutation

L'histoire du zémidjan au Togo est étroitement liée aux crises sociopolitiques du début des années 1990. À cette époque, les grèves générales paralysent le pays, les transports classiques deviennent rares, et plusieurs quartiers se retrouvent enclavés. Inspiré du modèle béninois du "Zémi Djan", signifiant en fon "emmène-moi vite", le phénomène émerge comme une solution

alternative, rapide et accessible. Très vite, des conducteurs commencent à transporter des passagers contre rémunération. Ce qui n'était qu'un service de circonstance se transforme en une activité structurée, adoptée massivement dans les grandes villes avant de s'étendre aux zones rurales. Dans certaines localités, le taxi-moto devient même le seul moyen de transport disponible, capable de

franchir des routes dégradées là où les véhicules classiques échouent. L'expression "Oléyia ?", signifiant "On y va ?" en mina, s'impose dans le langage courant, traduisant l'ancrage profond de cette activité dans le quotidien des Togolais. Peu à peu, le zémidjan cesse d'être une solution temporaire pour devenir un véritable système de mobilité.



Un refuge économique devenu un secteur incontournable

Au fil des années, le métier de taxi-moto a changé de nature. Initialement perçu comme une activité provisoire, il s'est imposé comme un véritable refuge social dans un contexte marqué par le chômage, notamment chez les jeunes.

Aujourd'hui, les profils des conducteurs sont variés : jeunes diplômés sans emploi, anciens apprentis, ouvriers en reconversion ou encore migrants internes venus des zones rurales. Tous partagent une même réalité : celle de "rentrer dans la route", une expression populaire qui traduit l'entrée dans l'activité et la quête quotidienne de clients.

Dans les grandes villes, les points de regroupement de zémidjans structurent l'espace urbain. Dès l'aube et jusqu'à tard dans la nuit, ces conducteurs sillonnent les rues, affrontant les embouteillages, la chaleur, la pluie et la fatigue.

À Lomé, Ama, étudiante en gestion, affirme utiliser les zémidjans presque

tous les jours. "Quand tu es pressé au Togo, le zem reste le moyen le plus rapide. Les voitures restent dans les embouteillages alors que les motos trouvent toujours un passage", explique-t-elle.

Même constat chez Kossi, commerçant à Kara : "Pour aller rapidement au marché ou transporter de petites marchandises, les zémidjans nous facilitent beaucoup la vie." Au-delà du transport de personnes, les zémidjans jouent un rôle économique déterminant. Ils assurent la circulation des biens, du petit commerce aux produits agricoles, en passant par les matériaux de construction. Dans plusieurs localités, ils remplissent également des fonctions de proximité : livraison de colis, transport de médicaments, courses urgentes.

Ce secteur fait vivre des milliers de familles. Les revenus générés permettent souvent de couvrir les besoins essentiels : logement, alimentation, scolarité. Mais cette apparente stabilité masque une

réalité plus fragile. "Tu peux travailler toute une journée et rentrer avec presque rien après les dépenses", confie Sena, conducteur de taxi-moto à Lomé depuis huit ans.

Entre le coût du carburant, les réparations, les contrôles routiers et les remboursements liés au système "work and pay", la marge de manœuvre reste limitée. La concurrence accrue accentue encore cette pression. "Il y a trop de motos maintenant. La concurrence est forte et les clients négocient énormément les prix."

À ces contraintes économiques s'ajoutent des critiques récurrentes. Les usagers dénoncent souvent les excès de vitesse, les manœuvres dangereuses ou encore le non-respect du code de la route. Les accidents impliquant des motos restent fréquents, alimentant un sentiment d'insécurité.

"Avant de monter sur une moto maintenant, je regarde d'abord l'état de l'engin et le comportement du conducteur", raconte Grâce, employée dans une boutique à Lomé. "Il y en a qui roulent dangereusement ou qui sentent fortement l'alcool. Ça fait peur."

Toutefois, certains usagers nuancent ces critiques. "Il y a des zémidjans très corrects, polis et prudents. Ceux-là fidélisent facilement les clients", estime Mensah, enseignant à Sokodé. Malgré des efforts de sensibilisation, notamment sur le port du casque, le secteur reste largement informel, avec des défis persistants en matière de régulation et de professionnalisation.



Les "Gnognovi" : une concurrence qui redessine le paysage



Depuis quelques années, un nouvel acteur bouleverse l'équilibre du transport informel : les tricycles motorisés, appelés "Gnognovi". Initialement conçus pour le transport de marchandises, ces engins se sont progressivement imposés comme une alternative crédible pour le transport de personnes.

Plus stables, capables de transporter plusieurs passagers et des charges importantes, les Gnognovi séduisent un public de plus en plus large. Leur confort relatif et leurs tarifs souvent plus accessibles renforcent leur attractivité, notamment auprès des commerçantes, des familles et des personnes âgées. À Tsévié, Akouvi a fait son choix : "Avec les enfants et les sacs, le Gnognovi est plus pratique. On est plus à l'aise qu'à moto."

Cette évolution n'est pas sans conséquences pour les zémidjans, qui voient une partie de leur clientèle se détourner progressivement. "Avant, pour transporter des bagages ou plusieurs personnes, les clients nous

appelaient. Aujourd'hui, ils préfèrent les tricycles", regrette Kodjo, zémidjan à Atakpamé.

Dans plusieurs quartiers, la concurrence est désormais directe, notamment sur les trajets courts et moyens. Les Gnognovi redéfinissent les attentes des usagers, qui privilégient de plus en plus le confort, la sécurité et la capacité de transport.

Face à cette mutation, les conducteurs de taxi-moto sont contraints de s'adapter. Certains misent sur la qualité de service : propreté, prudence, courtoisie. D'autres envisagent une reconversion vers les tricycles, perçus comme plus rentables et moins risqués.

Malgré ces transformations, le zémidjan conserve des atouts majeurs. Sa rapidité, sa flexibilité et sa capacité à se faufiler dans les embouteillages en font un moyen de transport difficilement remplaçable, notamment dans les zones urbaines denses.

Cependant, l'avenir du secteur dépendra de sa capacité à se structurer. Professionnalisation, formation à la sécurité routière, accès à une couverture sociale, régulation du marché : autant de défis qui conditionneront sa pérennité.

À bien des égards, le taxi-moto au Togo incarne une histoire d'adaptation et de résilience. Né d'une crise, il s'est transformé en pilier économique et social. Mais à l'heure où les "Gnognovi" gagnent du terrain et où les exigences des usagers évoluent, le modèle est confronté à une nouvelle réalité.

Le zémidjan n'est plus seulement un symbole de débrouillardise ; il est désormais au cœur d'une transition. Pour continuer à exister, il devra se réinventer, s'organiser et répondre aux nouvelles attentes d'une société en mutation. Car sur les routes togolaises, la concurrence ne se joue plus seulement sur la vitesse, mais sur la capacité à évoluer avec son temps.



NOS SERVICES

Contenus promotionnels
(Article, Publi-reportage,
Interview exclusive, etc.)

Couverture journalistique

Publication de communiqués
de presse

Article / lien sponsorisé

Insertion publicitaire

Newsletter (Pub Mail)

Flotte-pub WhatsApp

Packages Spéciaux

SANTÉ

Endométriose : cette maladie silencieuse qui bouleverse la vie de milliers de femmes



Douleurs insupportables, fatigue chronique, infertilité... encore méconnue, l'endométriose détruit progressivement la qualité de vie de nombreuses femmes. Pourtant, des signes d'alerte existent et un diagnostic précoce peut changer des vies. Dans ce nouveau numéro Santé de Togo EMERGENT, nous développons tout ce qui concerne cette maladie.

Pendant longtemps, les douleurs menstruelles ont été banalisées dans de nombreuses sociétés. « C'est normal d'avoir mal pendant les règles », entend-on souvent. Mais derrière certaines douleurs extrêmes peut se cacher une maladie chronique encore trop méconnue : l'endométriose.

Pour sensibiliser davantage sur cette pathologie qui touche des millions de femmes à travers le monde, Madame Nadège Adigun, auteure du livre "Endométriose, un livre pour nos jeunes filles", et présidente de l'association "Endométriose et Nous", tire la sonnette d'alarme sur les conséquences physiques, psychologiques et sociales de cette maladie évolutive.

L'endométriose : quand les règles se développent hors de l'utérus

L'endométriose se caractérise par la présence de cellules semblables à l'endomètre (la muqueuse utérine) ; qui se retrouvent hors de l'utérus sur d'autres organes dans le corps. Ces cellules vont agir comme si elles étaient dans l'utérus.

Ce qui fait qu'« à chaque période de règles, ces cellules saignent également. Mais contrairement au sang menstruel normal, ce sang ne peut pas être évacué », explique Madame Nadège Adigun.

Cette accumulation provoque alors des inflammations, des lésions, des adhérences entre les organes et surtout des douleurs parfois insupportables.

Les premiers signes de l'endométriose sont souvent ignorés ou minimisés. Pourtant, certains symptômes doivent immédiatement alerter :

- des douleurs menstruelles très intenses ;
- des douleurs qui résistent au

paracétamol ;

- des malaises ou évanouissements pendant les règles ;
- des douleurs empêchant de marcher, travailler ou aller à l'école ;
- des douleurs lors de la miction, des selles ou des rapports sexuels ;
- des douleurs irradiant le bas du dos jusqu'aux jambes ou aux épaules ;
- une fatigue chronique persistante ;
- des difficultés à concevoir un enfant.

Selon les spécialistes, l'endométriose est impliquée dans 40 à 50 % des cas d'infertilité chez les femmes atteintes. Quand une femme présente plusieurs de ces symptômes, il faut déjà soupçonner un cas d'endométriose et consulter un gynécologue.

Cependant, certaines formes de la maladie restent asymptomatiques. Dans plusieurs cas, ce n'est qu'au moment des difficultés à avoir un enfant que le diagnostic est finalement posé.

Une maladie qui impacte profondément la vie sociale et professionnelle

Au-delà des douleurs physiques, l'endométriose affecte profondément la santé mentale, les relations sociales et la stabilité professionnelle des femmes qui en souffrent.

Le principal danger reste le retard de diagnostic. Parce que les douleurs menstruelles sont souvent considérées comme « normales », certaines femmes mettent jusqu'à douze ans avant de découvrir qu'elles souffrent d'endométriose.

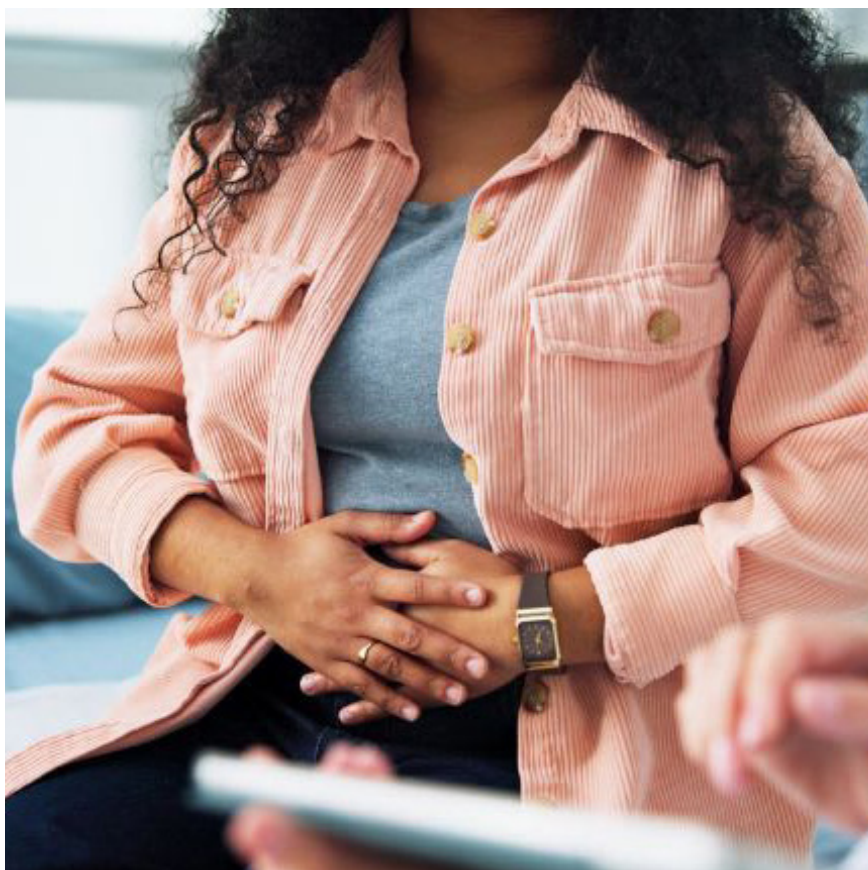
« Cette mentalité doit changer. Ce n'est pas normal qu'une femme soit clouée au lit pendant ses règles », affirme Madame Nadège Adigun.

Les conséquences peuvent être lourdes. Chez certaines jeunes filles, les douleurs répétitives entraînent des absences scolaires fréquentes et une perte de confiance en soi. D'autres vivent difficilement le poids financier des traitements supportés par leurs familles.

Dans le monde professionnel également, la maladie peut devenir un véritable handicap. Certaines femmes sont contraintes de s'absenter plusieurs jours chaque mois à cause des douleurs, au risque de perdre leur emploi.

L'endométriose affecte aussi la vie de couple, notamment à travers les douleurs pendant les rapports sexuels. Mais contrairement à certaines idées reçues, ces douleurs ne sont pas la cause de l'endométriose.

« Les rapports sexuels douloureux sont une conséquence possible de la



maladie, mais pas son origine ». À ce jour, les causes exactes de l'endométriose restent encore mal connues. Les spécialistes évoquent cependant plusieurs facteurs : génétiques, hormonaux et environnementaux.

"Des règles qui font du bruit ne sont pas normales"

Face à la banalisation des douleurs menstruelles, Madame Nadège Adigun appelle les femmes à être attentives à leur corps et à consulter rapidement en cas de symptômes inhabituels.

« Les règles normalement devraient passer en silence. Quand toute l'école, toute la maison ou tout le quartier sait qu'une femme a ses règles à cause de

la douleur, ce n'est pas normal », martèle-t-elle.

Pour elle, il est urgent de sensibiliser davantage sur cette maladie encore taboue afin d'éviter que des milliers de femmes continuent de souffrir en silence.

« L'endométriose est une maladie évolutive. Elle détruit des vies lorsqu'elle n'est pas prise en charge tôt », conclut-elle.

Présidente de l'association Endométriose et Nous, Madame Nadège Adigun poursuit aujourd'hui son combat à travers l'information, l'accompagnement des patientes et la sensibilisation des jeunes filles sur cette maladie qui reste encore trop méconnue.

SPORT Mondial 2026 : Lomé devient le QG des diffuseurs africains

Chers lecteurs, bienvenue dans ce numéro de TOGO ÉMERGENT. Attachez vos ceintures. Aujourd'hui, nous vous invitons à embarquer pour un voyage exceptionnel au cœur d'une Afrique qui ne veut plus rester dans les tribunes de l'histoire du football mondial, mais qui choisit désormais d'entrer sur la pelouse des grands récits. Une traversée où les caméras deviennent des boussoles, où les micros résonnent comme des vuvuzelas d'espérance et où les studios de télévision prennent les allures de vestiaires stratégiques avant une finale planétaire.

À exactement un mois du coup d'envoi de la Coupe du Monde 2026, Lomé n'a pas simplement accueilli un atelier méthodologique de la FIFA. La capitale togolaise a vibré comme un stade en ébullition avant le coup d'envoi d'une finale historique. Pendant quelques heures, la majestueuse salle Évala de l'hôtel du 2 Février s'est transformée en centre névralgique des médias sportifs africains, là où se dessinent les tactiques éditoriales qui raconteront demain les émotions du football mondial.

Il y avait dans l'air quelque chose de rare. Une sensation semblable à celle



qui précède l'entrée des joueurs sur la pelouse lors d'un match historique. Des responsables médias, des diffuseurs, des experts techniques et des décideurs venus de plusieurs pays d'Afrique subsaharienne ont convergé vers Lomé avec une même ambition : préparer la plus grande compétition sportive de la planète.

Mais derrière les projecteurs et les badges protocolaires, ce rendez-vous portait une signification beaucoup plus profonde. Il ne s'agissait pas seulement de télévision. Il était

question de souveraineté narrative. De la capacité de l'Afrique à raconter elle-même ses héros, ses émotions, ses rêves et ses victoires.

Longtemps, le football africain a été vu à travers des regards extérieurs. Les exploits des Lions Indomptables, des Éléphants, des Black Stars ou des Éperviers étaient souvent racontés par d'autres voix. Aujourd'hui, le continent veut tenir lui-même le micro. Et c'est précisément ce que symbolise cet atelier méthodologique FIFA organisé par New World TV.

New World TV, le capitaine d'une nouvelle génération médiatique

Au centre du terrain médiatique africain, une équipe mène désormais le jeu avec ambition : New World TV. Depuis la Coupe du Monde Qatar 2022, le groupe audiovisuel panafricain s'est imposé comme un acteur incontournable du paysage sportif africain. En diffusant plusieurs grandes compétitions internationales avec des standards techniques salués sur le continent, la chaîne togolaise a changé les lignes du match.

À Lomé, le Directeur Général de New World TV, Aboubakar Coulibaly, a donné le ton avec une intervention empreinte de vision et de passion. « Si nous sommes réunis dans cette salle,

c'est pour porter la joie et l'émotion du football au peuple africain. »

Une phrase simple en apparence, mais qui résonne comme un manifeste. Car le football n'est pas uniquement un sport. En Afrique, il est une langue commune. Une respiration collective. Une religion populaire qui suspend les frontières et rassemble les peuples autour d'un ballon rond devenu soleil.

Conscient de cette puissance émotionnelle, Aboubakar Coulibaly a insisté sur la nécessité de professionnaliser davantage les contenus, les méthodes de diffusion et les stratégies éditoriales. «

Cet atelier est le laboratoire pour affiner nos méthodes et relever nos standards de diffusion. Notre objectif est l'excellence. »

Dans le football moderne, gagner ne dépend plus uniquement du talent sur le terrain. Les médias sont devenus des acteurs stratégiques du spectacle sportif. Ils façonnent les émotions, amplifient les récits et construisent la mémoire collective des compétitions. Et New World TV semble avoir compris avant beaucoup d'autres que la bataille du football moderne se joue aussi derrière les écrans.

Coupe du Monde 2026 : l'Afrique change de dimension



Dans le football contemporain, les images seules ne suffisent plus. Un but spectaculaire peut faire vibrer un stade pendant quelques secondes. Mais un récit puissant peut faire vibrer une génération entière pendant des décennies. C'est là que réside tout l'enjeu de cet atelier méthodologique FIFA. Présent à la cérémonie d'ouverture, Dr Abdul Fahd Fofana, ministre délégué en charge de la jeunesse et des sports a parfaitement résumé cette nouvelle réalité médiatique. « Vous êtes ici pour préparer vos couvertures et affiner vos stratégies éditoriales pour raconter cette Coupe du Monde à vos téléspectateurs et auditeurs. »

Le mot clé est "raconter". Le football moderne n'est plus seulement une succession de statistiques, de scores ou d'analyses tactiques. Il est devenu une gigantesque industrie émotionnelle où les récits ont autant d'importance que les résultats.

Lorsque le ministre déclare : « Vous aurez les mêmes images mais ce sont vos écrits et récits qui feront la différence. »

Il rappelle une vérité fondamentale : dans l'univers médiatique actuel, ce ne sont plus les caméras qui créent la magie, mais les histoires que l'on construit autour des images. Raconter l'Afrique qui joue. Raconter l'Afrique qui gagne. Raconter l'Afrique qui rêve. Voilà le véritable défi. Et ce défi est immense.

Car face aux grandes machines médiatiques occidentales, les diffuseurs africains doivent désormais développer leur propre identité narrative. Une narration enracinée dans les réalités culturelles africaines, dans les émotions locales et dans cette passion populaire incomparable qui fait du football une fête permanente sur le continent.

La Coupe du Monde 2026 promet d'être celle de tous les records. Organisée conjointement par les États-Unis, le Mexique et le Canada, elle réunira un nombre élargi de sélections nationales. Pour l'Afrique, cette évolution ressemble à une qualification historique avant même le premier match. Prenant la parole au nom de la FIFA, Alexandre Dujardin a mis en lumière cette nouvelle réalité : davantage de nations africaines participeront au tournoi mondial.

Car plus de sélections africaines signifie plus de visibilité, plus d'histoires, plus de héros, plus d'émotions et surtout plus d'occasions pour le continent de faire entendre sa voix. Cette Coupe du Monde sera un gigantesque terrain d'expression pour les médias africains. Chaque reportage deviendra une passe

décisive vers la reconnaissance internationale. Chaque commentaire pourra transformer un simple match en fresque émotionnelle. Chaque documentaire aura le pouvoir de montrer au monde le véritable visage du football africain : celui du talent, de la résilience et de l'espérance. Mais cette montée en puissance implique également une exigence accrue.

Car à ce niveau de compétition médiatique, l'improvisation n'a plus sa place. Les diffuseurs doivent désormais jouer avec la précision d'un meneur de jeu expérimenté : maîtrise technique, narration immersive, rapidité de traitement de l'information, innovation digitale et storytelling émotionnel deviennent les nouvelles règles tactiques du journalisme sportif moderne.

Lomé, nouvelle plaque tournante du sport africain

À travers cet événement, Lomé confirme progressivement son statut de hub stratégique du sport et des médias en Afrique. La capitale togolaise n'est plus simplement une ville d'accueil. Elle devient une plateforme d'influence. Ce positionnement n'est pas le fruit du hasard. Depuis plusieurs années, le Togo multiplie les initiatives visant à renforcer sa présence dans les grands rendez-vous sportifs et médiatiques du continent.

Du 11 juin au 19 juillet 2026, le monde entier vivra au rythme du football. Mais pour l'Afrique, cette Coupe du Monde aura une saveur particulière. Elle représentera un test grandeur nature pour toute une génération

de journalistes, de réalisateurs, de commentateurs, de techniciens et de producteurs africains.

Chaque direct sera une finale. Chaque duplex sera un sprint contre le temps. Chaque reportage sera une occasion de montrer au monde le professionnalisme africain. Dans cette immense compétition médiatique, l'Afrique ne veut plus simplement participer. Elle veut performer.

Et à Lomé, le coup d'envoi de cette ambition vient d'être donné.

Comme un entraîneur qui affine son schéma tactique avant le grand match, l'Afrique médiatique prépare

désormais sa montée sur la scène mondiale avec méthode, confiance et ambition. Et si la Coupe du Monde 2026 offrira des buts, des exploits et des champions, elle révélera aussi une autre victoire : celle d'un continent qui apprend enfin à raconter lui-même ses émotions.

Le ballon n'a pas encore roulé sur les pelouses américaines, mexicaines et canadiennes.

Mais à Lomé, le match des récits a déjà commencé. Et cette fois-ci, l'Afrique entre sur le terrain avec la ferme intention de jouer les prolongations de l'excellence.

TOGO
emergent

**FAITES VOS
ANNONCES
PUBLICITAIRES
ICI**

The advertisement features a woman with braided hair, wearing a white t-shirt and blue jeans, pointing towards the text. The background is a dark green gradient with a yellow circle behind her.

Stade de Kégué : le jardin magique des Amazones du Bénin



Il y a des stades qui respirent la peur. D'autres qui imposent le respect. Et puis il y a le stade de Kégué, cette enceinte mythique de Stade de Kégué, qui semble désormais avoir trouvé de nouvelles reines : les Amazones du Bénin.

Sous les projecteurs de Lomé, le football féminin béninois est en train de bâtir quelque chose de grand. Très grand même. À chaque passage sur cette pelouse togolaise, les joueuses béninoises repartent avec des sourires, des exploits et désormais... une qualification historique pour la Coupe du Monde U20 2026 en Pologne.

Une scène qui dépasse le simple cadre sportif. Car ce qui s'est joué à Kégué ressemble à une véritable histoire d'amour entre un stade et une génération dorée.

Ce 10 mai 2026, les Amazones U20 ont livré un combat épique face à la Côte d'Ivoire. Une rencontre tendue, électrique, où chaque ballon pesait lourd. Mais au bout de l'effort, au bout des larmes et de la résistance, les joueuses du sélectionneur Ouzerou Abdoulaye ont fini par décrocher le Graal : une qualification historique pour le Mondial U20 féminin 2026.

Le coup de sifflet final a libéré tout un peuple. Les chants ont envahi les

tribunes. Et sur la pelouse de Kégué, les Amazones ont célébré un exploit qui restera gravé dans l'histoire du sport béninois. Car jamais auparavant cette génération n'avait atteint un tel sommet.

Ce qui intrigue désormais les observateurs, c'est cette incroyable connexion entre les sélections féminines béninoises et le stade de Kégué. Ce n'est pas un hasard isolé. Quelques semaines plus tôt déjà, les Amazones U17 avaient réussi sur cette même pelouse à valider leur qualification pour le prochain tour des éliminatoires face au Burkina Faso.

Cette fois ci, ce sont les U20 qui transforment Kégué en théâtre historique. À croire que le stade togolais est devenu un sanctuaire du football féminin béninois. Les supporters commencent même à parler d'un "porte-bonheur". Une expression qui revient désormais régulièrement sur les réseaux sociaux sportifs en Afrique de l'Ouest.

Pendant ce temps, les Éperviers cherchent encore leur lumière. Le contraste est brutal. Presque ironique. Alors que les Amazones du Bénin multiplient les exploits à Kégué, les Équipe du Togo de football, les peinent encore à faire vibrer cette enceinte comme autrefois.

Le public togolais garde en mémoire les grandes soirées des Éperviers, mais ces dernières années, les résultats ont souvent laissé un goût d'inachevé. Et voir les sélections béninoises triompher avec autant d'aisance sur cette pelouse alimente forcément les débats.

Kégué serait-il devenu plus favorable à ses "visiteuses" béninoises qu'à ses propres héros locaux ?

La question peut faire sourire, mais elle illustre surtout une réalité : le football féminin béninois connaît une ascension spectaculaire. Le football féminin béninois entre dans une

nouvelle dimension

Longtemps resté dans l'ombre du football masculin, le football féminin béninois est aujourd'hui en train de changer de statut.

Les résultats des différentes catégories montrent un véritable travail de fond : détection des talents, amélioration technique, progression tactique et mentalité conquérante.

Cette qualification mondiale des U20 n'est donc pas un miracle. Elle est le fruit d'une génération ambitieuse, déterminée à écrire sa propre légende.

Il y a quelque chose de symbolique dans cette histoire. Car c'est à Lomé, loin de leurs bases habituelles, que les Amazones ont trouvé leur terrain de conquête. Comme si cette ville leur offrait une énergie particulière. Comme si Kégué révélait leur puissance.

À chaque victoire, le lien entre les supporters togolais et les joueuses béninoises semble d'ailleurs se renforcer davantage. Les applaudissements dans les tribunes témoignent d'un respect grandissant pour cette équipe qui refuse désormais d'être considérée comme un outsider. Le football africain féminin change. Et les Amazones du Bénin veulent clairement faire partie de cette révolution.

Cette date restera comme une date majeure pour le sport béninois. Parce qu'une qualification pour une Coupe du Monde ne se banalise jamais. Parce qu'elle représente des années de sacrifices. Parce qu'elle inspire déjà des milliers de jeunes filles à travers le Bénin et toute l'Afrique de l'Ouest. Et surtout parce qu'elle a été obtenue dans un stade qui semble désormais appartenir au destin des Amazones.

À Kégué, les guerrières béninoises ne viennent plus simplement jouer. Elles viennent écrire l'histoire.

BON À SAVOIR

Les nouveaux métiers qui transforment le monde du travail



Le monde du travail change à une vitesse impressionnante. Avec Internet, les réseaux sociaux et les nouvelles habitudes de consommation, plusieurs métiers modernes sont apparus ces dernières années. Certains sont devenus très populaires tandis que d'autres restent encore méconnus.

Aujourd'hui, il est possible de construire une carrière dans des domaines qui n'existaient presque pas il y a dix ans. Les jeunes recherchent désormais des métiers plus flexibles, plus créatifs et parfois plus indépendants.

Les créateurs de contenu au cœur du digital

Le métier de créateur de contenu attire de plus en plus de jeunes. Sur TikTok, YouTube, Facebook ou Instagram, certains publient des vidéos humoristiques, des conseils mode, des contenus lifestyle ou encore des vidéos sportives.

Ces créateurs travaillent souvent avec des marques qui souhaitent promouvoir leurs produits. Derrière chaque vidéo se cache pourtant beaucoup de travail. Il faut trouver des idées originales, filmer, monter les

vidéos et rester actif sur les réseaux sociaux.

Le métier d'influenceur est devenu une véritable profession. Certaines personnes vivent aujourd'hui entièrement de leurs contenus en ligne.

Les spécialistes des réseaux sociaux

Le community manager fait aussi partie des nouveaux métiers très recherchés. Son rôle est de gérer les réseaux sociaux d'une entreprise ou d'une personnalité publique.

Il prépare les publications, répond aux commentaires et surveille l'image de la marque sur Internet. Ce métier demande de la créativité mais aussi une bonne maîtrise de la communication digitale.

Le social media strategist est encore moins connu. Pourtant, il joue un rôle important. Il construit toute la stratégie de communication digitale d'une entreprise afin d'attirer plus de visibilité et plus de clients.

Les métiers du montage et de la vidéo

Avec le succès des vidéos courtes, le métier de monteur vidéo connaît une forte évolution. Les créateurs de

contenu, les artistes et les entreprises recherchent des spécialistes capables de produire des vidéos modernes et dynamiques.

Le vidéaste événementiel est aussi très demandé. Il réalise des vidéos pour les mariages, concerts, conférences ou cérémonies privées. Grâce aux réseaux sociaux, les clients veulent désormais des souvenirs professionnels et esthétiques.

Le drone pilot est également un métier qui attire de nombreux passionnés. Ces professionnels utilisent des drones pour filmer des paysages, des événements ou des projets immobiliers.



Les métiers liés au sport et au bien être

Le développement personnel et le sport ont aussi créé de nouvelles professions. Le coach sportif en ligne accompagne désormais ses clients à distance grâce aux applications et aux réseaux sociaux.

Le créateur de contenus fitness gagne également en popularité. Il partage des exercices, des conseils nutritionnels et des programmes sportifs pour motiver sa communauté.

Le métier de conseiller en image attire aussi de plus en plus de clients. Ces experts aident les personnes à améliorer leur style vestimentaire et leur apparence pour renforcer leur confiance.



Les métiers du tourisme et du lifestyle

Le tourisme digital connaît une grande évolution. Beaucoup de voyageurs deviennent créateurs de contenu et collaborent avec des hôtels, restaurants ou agences touristiques.

Le travel planner est un métier encore peu connu. Cette personne organise des voyages personnalisés pour ses clients selon leurs envies et leur budget.

Le personal shopper fait aussi partie des métiers modernes. Il accompagne les clients dans leurs achats mode ou décoration afin de leur faire gagner du temps.

Aujourd'hui, de nombreuses personnes choisissent de travailler en freelance. Elles collaborent avec des clients dans plusieurs pays sans quitter leur domicile.

Graphiste, rédacteur web, photographe, voice over artist ou consultant digital font partie des métiers qui peuvent se pratiquer à distance.

Les nouveaux métiers continueront d'évoluer avec les tendances et les besoins de la société. Certains



emplois qui semblent encore rares aujourd'hui deviendront peut-être incontournables demain.

Dans ce monde en constante transformation, la créativité, l'adaptation et la maîtrise du numérique deviennent des qualités essentielles.

Le travail ne ressemble plus à celui d'hier. Désormais, les opportunités naissent aussi derrière un écran, une caméra ou même un simple téléphone portable.

TOGO
emergent

**FAITES VOS
ANNONCES
PUBLICITAIRES
ICI**



PORTRAIT **Tesprit, l'alchimiste des semelles : itinéraire d'un artiste qui transforme l'ordinaire en récit**



Dans un univers artistique souvent discret au Togo, certains créateurs réinventent la matière et racontent le monde autrement. À travers des semelles usagées, Tesprit donne une seconde vie aux objets et aux trajectoires humaines. Entre récupération, identité et résilience, son œuvre s'impose comme une signature singulière sur la scène contemporaine.

Dans nos sociétés, de nombreuses passions naissent et évoluent dans l'ombre, loin des projecteurs locaux, mais parfois reconnues sous d'autres cieux. Parmi elles, le métier d'artiste plasticien, encore largement sous-estimé. Pourtant, ces créateurs façonnent le réel autre-

ment : ils transforment la matière, interrogent nos habitudes et redonnent du sens à des objets du quotidien.

Naître autrement

C'est dans cet univers discret mais profondément inventif que s'inscrit Tesprit, artiste plasticien togolais au parcours atypique. À travers ses œuvres conçues à partir de chaussures usagées, il propose une lecture originale de la récupération, de l'identité et du mouvement, tout en portant un regard engagé sur son environnement.

À l'état civil, il s'appelle Gérard Tètè. Mais dans le monde de l'art, il est Tesprit, fusion de son patronyme et

du mot "esprit". Ce pseudonyme dépasse le simple jeu de mots. « je me considère comme animé par un esprit », explique-t-il en parlant de son art. Alors, plutôt que de signer ses œuvres d'un mot abstrait, il a choisi d'incarner cet esprit : celui de Tètè ; Tesprit.

Derrière cette identité artistique se cache un créateur qui a construit sa trajectoire en dehors des sentiers battus. Pas de grande école d'art, pas de parcours académique balisé. Mais une constance rare : celle d'une fidélité à une intuition profonde, presque instinctive. Gérard Tètè n'a pas décroché le baccalauréat, malgré plusieurs tentatives. Un échec qui aurait pu freiner bien des trajectoires. Mais pour lui, il devient un point de bascule. Il choisit alors d'abandonner le système scolaire pour se consacrer entièrement à l'art. Une décision radicale, mais assumée. Pourtant, l'histoire ne commence pas là. Elle remonte à l'enfance, sur les bancs de l'école. Déjà, le jeune Gérard dessine. Au collège, il transforme son talent en petite économie : portraits, lettres d'amour illustrées, fleurs pour la Saint-Valentin. L'art devient très tôt un moyen de subsistance, mais aussi d'expression.

S'il n'a pas suivi de formation formelle, il reconnaît une influence fondatrice : celle de son père. Dans un simple cahier de CM2, ce dernier expérimentait des techniques de dessin et de coloriage qu'il a transmises à son fils. Un héritage discret, mais essentiel.

« Je peux dire que je l'ai hérité de lui », confie-t-il parlant de son art. Son regard s'affine davantage au lycée, lors d'un séjour chez un artiste plasticien, APENOUVON Ames. Officiellement venu pour aider, Gérard découvre un univers. Celui de la création comme métier. L'expérience agit comme une révélation : il ne se contentera pas de dessiner. Il deviendra plasticien.

Transformer le rebut

En 2019, alors que la pandémie de Covid-19 bouleverse le monde, Tesprit traverse une période de vide. Plus de commandes, plus de clients. Le ralentissement devient une opportunité. Un moment de repli qui ouvre un espace d'expérimentation.

C'est à ce moment qu'il découvre, ou plutôt rencontre, son matériau de prédilection : les semelles de tongs usagées. « Ce n'est pas moi qui les ai choisies, ce sont elles qui m'ont choisi », dit-il, mi-sérieux, mi-amusé.

Derrière cette phrase se cache une quête artistique profonde : celle de la singularité. Dans un monde saturé d'images et de productions, se distinguer devient une nécessité. Tesprit trouve alors sa voie.

Les semelles de tongs, appelées "dzimakpla" en éwé, deviennent rapidement plus qu'un simple matériau. Elles portent une charge symbolique forte. Dans sa série Dzimakpla wo, l'artiste établit un parallèle entre ces objets usés et les enfants de rue, souvent désignés par ce même mot.

La métaphore est puissante. Elle interroge. Elle dérange parfois. Mais elle révèle surtout une réalité sociale. Tesprit ne parle pas à distance. Il parle de l'intérieur. Ayant lui-même enchaîné plusieurs petits métiers, aide-maçon, taxi-bagages, débrouillard professionnel, il connaît cette réalité. Non pas comme un observateur, mais comme un témoin.

Ses œuvres deviennent ainsi des récits. Des fragments de vie recomposés à partir de matière rejetée. Le processus de création est exigeant. Presque rituel. Il faut d'abord collecter les semelles, souvent dans des décharges. Les laver, les trier. Ensuite vient la conception : châssis, toile, esquisse. Puis l'assemblage, minutieux, patient.

Chaque couleur est obtenue à partir d'un fragment de tong. Ici, pas de peinture. Juste de la matière. De la récupération transformée en langage visuel. Tesprit pousse encore plus

loin la démarche. Il broie certaines semelles pour en faire une poudre, utilisée en arrière-plan. Une technique qui donne à ses œuvres une texture unique. Le temps de création est à la hauteur de cette exigence. Certaines œuvres prennent des semaines, voire des mois. Une pièce monumentale réalisée pour une foire internationale au Maroc lui a demandé quatre mois de travail continu.

Chez lui, chaque série raconte une histoire. Après Dzimakpla wo, il explore de nouvelles pistes avec Re-flet, où il intègre du goudron recyclé. Aujourd'hui, il travaille sur Agbé gna, "histoire de vie", une série plus introspective. Car au fond, Tesprit parle peu. Il laisse ses œuvres parler.

De Lomé au monde

Contrairement à de nombreux artistes, Tesprit n'a pas construit sa notoriété dans les galeries traditionnelles. Son tremplin, ce sont les réseaux sociaux. Entre 2019 et 2021, il publie des images intrigantes : lui, bien habillé, dans des décharges, sac à la main. Une mise en scène qui questionne.

Les internautes s'interrogent. Puis vient la révélation : un mini-documentaire qui dévoile son processus de création. La vidéo devient virale. Le monde découvre Tesprit. Depuis, les expositions s'enchaînent : Paris, Londres, Marrakech, Montpellier. Son travail circule, franchit les frontières. Il participe à des foires prestigieuses comme AKAA ou One Fifty Four, et collabore avec des galeries à Accra, en France ou au Maroc.

Ironie du destin : lui qui ne rêvait pas de l'Europe y expose désormais régulièrement. Son rêve était ailleurs : le Sénégal. Il finira par s'y rendre, grâce à la Biennale de Dakar. Tesprit travaille seul. Par choix. Par exigence aussi. Il reconnaît qu'un jour, il devra s'entourer. Mais pour l'instant, il privilégie le contrôle total de son processus.

Les défis restent nombreux : rareté des matériaux, absence de galeries locales, reconnaissance encore limitée du métier. « Pour beaucoup, un artiste, c'est un chanteur », dit-il avec un

sourire teinté de lucidité.

Mais il garde foi en l'évolution. Il observe, compare, cite le Bénin comme exemple d'un pays ayant réussi à structurer son écosystème artistique.

Pourquoi pas le Togo ?

À ceux qui veulent se lancer, il adresse un message clair : « L'art, c'est le cardio. » Une discipline d'endurance. Une affaire de persévérance. Il insiste sur l'essentiel : créer sa signature. Ne pas copier. Oser. Inventer. Mélanger. Se réinventer.

Et demain ? Tesprit ne planifie pas. Il avance. Ouvrir une galerie ? Peut-être. Continuer à exposer ? Certainement. Mais au-delà de lui-même, il pense collectif. « Une seule main n'applaudit pas », rappelle-t-il. Une phrase simple, mais lourde de sens.

Tesprit incarne une génération d'artistes africains qui transforment les contraintes en langage, les déchets en poésie, et les détours en trajectoires. Un créateur qui n'a pas suivi les chemins tracés, mais qui, à force d'intuition et de persévérance, a su tracer le sien. Et face à ses œuvres, une évidence s'impose : parfois, il suffit d'un peu d'esprit... et de beaucoup de semelles.



TECH

Claude Mythos : une alerte sérieuse pour la sécurité numérique

Présenté comme un modèle d'intelligence artificielle très avancé, Claude Mythos suscite des inquiétudes croissantes dans la communauté cyber. Ses performances observées dans la détection et l'exploitation de failles posent la question de l'encadrement des systèmes les plus puissants.

Claude Mythos s'impose comme un exemple marquant de la montée en puissance des modèles d'IA appliqués à la cybersécurité. Ce qui retient l'attention n'est pas seulement sa rapidité ou sa précision,

mais sa capacité à intervenir sur des vulnérabilités complexes avec une efficacité jugée supérieure à celle d'équipes humaines dans certains tests. Ce constat mérite d'être formulé avec prudence, mais sans minimiser l'enjeu : nous ne sommes plus face à un simple outil d'assistance, mais à un système capable de produire des effets concrets sur des environnements numériques sensibles.



Cette évolution franchit un seuil symbolique. Lorsqu'un modèle peut aider à détecter des failles, il devient utile à la défense informatique. Mais lorsqu'il peut aussi accélérer l'identification de points faibles exploitables, la frontière entre protection et attaque se brouille. C'est précisément cette ambiguïté qui inquiète : la même puissance peut renforcer la sécurité ou, entre de mauvaises mains, faciliter des intrusions à grande échelle. Le cas Claude Mythos illustre donc un changement d'échelle dans le rapport entre intel-

ligence artificielle et risques cyber. Le principal danger ne réside pas uniquement dans la technologie elle-même, mais dans son détournement possible. Un modèle très performant peut devenir un multiplicateur de capacités pour des acteurs malveillants, en réduisant le temps nécessaire pour repérer, tester et exploiter des vulnérabilités. Dans ce contexte, la question n'est plus de savoir si l'outil est impressionnant, mais s'il est prêt à

Le risque de l'usage détourné

être rendu accessible sans garde-fous suffisants. Plusieurs sources indiquent d'ailleurs que la prudence a prévalu, précisément en raison de ce potentiel de mésusage.

Cette situation rappelle une règle simple : plus un système est puissant, plus son contrôle doit être strict. Les enjeux ne concernent pas seulement les pirates informatiques, mais aussi les entreprises, les administrations et les citoyens, dont les données et les infrastructures peuvent être exposées. Pour un pays comme le Togo, où la transformation numérique s'accélère, ce type d'évolution doit être surveillé avec attention. La sécurité numérique n'est plus un sujet technique réservé aux spécialistes ; elle devient une question de souveraineté, de continuité des services publics et de confiance dans les outils numériques.

Une question de gouvernance

L'affaire Claude Mythos met en lumière une difficulté majeure : comment gouverner des technologies dont les capacités dépassent parfois les cadres habituels d'évaluation ? Dans le secteur de l'IA, les tests de sécurité, les audits indépendants et les restrictions d'accès ne sont plus des options secondaires, mais des exigences de base. Il ne suffit pas qu'un modèle soit performant ; il faut encore déterminer dans quelles conditions il peut être utilisé, par qui, et avec quels mécanismes de supervision.

Cette exigence de gouvernance dépasse le seul cas d'Anthropic. Elle concerne l'ensemble de l'écosystème numérique, des laboratoires de recherche aux décideurs publics.

Un modèle comme Claude Mythos rappelle que l'innovation doit avancer avec discernement. Pour les institutions, le bon réflexe n'est ni l'alarme permanente ni l'enthousiasme aveugle, mais une vigilance structurée : évaluer les risques, encadrer les usages et anticiper les dérives avant qu'elles ne deviennent irréversibles.

Un signal pour les décideurs

Un signal pour les décideurs

Au fond, Claude Mythos est moins une curiosité technique qu'un signal d'alerte. Il montre que l'intelligence artificielle peut atteindre un niveau de puissance qui oblige à repenser les règles du jeu. Dans un univers numérique où la vitesse d'exécution compte autant que la qualité des défenses, retarder l'encadrement revient souvent à laisser le champ libre aux abus. Pour les autorités, les entreprises et les médias institutionnels, le message est clair : l'IA doit être accompagnée d'une culture de responsabilité. Former, prévenir, auditer et réglementer deviennent des priorités. C'est à ce prix que l'on pourra tirer parti des bénéfices de l'innovation sans transformer les outils les plus prometteurs en menaces systémiques.



L'excellence
au service
des grands
comptes.

Zéro
Paperasse
100%
D'efficacité



CONTACTS & INFORMATIONS
+228 93 88 36 36

 @iya.tg
www.iyatg.com



IMMERSION

Au cœur des trésors touristiques du nord du Togo



Le nord du Togo regorge de sites touristiques où se mêlent histoire, traditions, nature et patrimoine culturel. De la région des Savanes à celle de la Kara, plusieurs localités continuent de préserver des savoir-faire ancestraux et des vestiges historiques qui attirent chaque année de nombreux visiteurs. Dans ce nouveau numéro de Togo Émergent, nous vous amenons à la découverte des paysages touristiques du nord du Togo, entre les grottes de Nok, les forges traditionnelles de Tcharè, le patrimoine culturel de Koutammakou, le parc animalier de Djamdé et les montagnes de Défalé. Une immersion au cœur de sites qui révèlent une autre facette du Togo, profondément enracinée dans les traditions et l'histoire des populations locales

Les grottes de Nok

Situées dans la région des Savanes, les grottes de Nok constituent l'un des sites historiques les plus emblématiques du nord du Togo. Bien plus qu'un simple site touristique, ces grottes racontent une période marquée par les conflits et les déplacements des populations.

Selon les récits transmis localement, les grottes ont servi de refuge entre le XVII^e et le XIX^e siècle, notamment durant les affrontements entre les Tchokossi et les Moba. Face aux attaques, les populations trouvaient refuge dans ces cavités naturelles difficiles d'accès. À l'époque, aucun escalier n'existait encore. Les habitants utilisaient des lianes pour grimper jusqu'aux grottes et se mettre à l'abri.

Ce n'est qu'en 1990 que des escaliers ont été aménagés avec l'appui de

l'ONG belge Île de Paix afin de faciliter l'accès au site.

À l'intérieur, l'organisation de la vie communautaire révèle une société particulièrement structurée. Le parcours est aujourd'hui divisé en plusieurs étapes correspondant chacune à une fonction précise. Certains espaces étaient réservés aux femmes, d'autres aux hommes pour les prises de décisions importantes. Des zones servaient également de lieux de détente familiale tandis que d'autres étaient utilisées pour stocker les armes, notamment des flèches empoisonnées destinées à la défense des populations.

Les grottes abritaient aussi des espaces consacrés à l'eau et aux plantes médicinales. Les habitants avaient développé plusieurs techniques de conservation des ressources alimentaires. Plus d'une centaine de greniers construits en

argile, parfois renforcés avec de la paille ou des pierres, permettaient de conserver les céréales pendant de longues périodes.

Le site met également en lumière les connaissances traditionnelles des populations en matière de médecine naturelle. Certaines plantes présentes sur les lieux étaient utilisées pour purifier l'eau ou traiter des maladies. Des cactus servaient notamment à rendre l'eau consommable tandis que l'aloë vera sauvage était utilisé contre les maux de ventre et diverses infections.

Aujourd'hui encore, malgré les effets du temps et les défis liés à la préservation du site, les grottes de Nok continuent d'attirer des visiteurs venus découvrir cette mémoire historique nichée au cœur des montagnes.

La forge de Tcharè un savoir-faire ancestral transmis de génération en génération

Dans plusieurs localités du nord du Togo, la forge traditionnelle continue de faire vivre un métier ancestral transmis de père en fils depuis plusieurs générations. Malgré l'arrivée des équipements modernes, certains artisans restent attachés aux méthodes anciennes.

Autrefois, les populations utilisaient du fer brut provenant notamment de Bangui. Selon les explications des forgerons, ce matériau était transporté sur de longues distances, parfois par des femmes reconnues pour leur endurance et leur force. Une fois arrivé dans les villages, le fer était transformé localement pour fabriquer différents outils agricoles.



Avec le temps, les artisans ont découvert le fer de rail venu du Ghana. Plus facile à travailler et plus rapide à transformer, ce matériau est progressivement devenu la principale matière utilisée dans les ateliers de forge traditionnels. Aujourd'hui encore, les forgerons utilisent des traverses de rails pour fabriquer des dabas, machettes et autres outils agricoles.

Dans les ateliers, le travail se fait encore de manière artisanale. Le métal est chauffé grâce à un feu activé à l'aide de soufflets fabriqués à partir de peaux d'animaux. Les artisans utilisent ensuite des marteaux et des burins pour découper puis façonner le fer.

Malgré l'existence de machines capables de simplifier le travail, plusieurs forgerons préfèrent conserver les méthodes traditionnelles afin de préserver l'authenticité du métier et les techniques héritées de leurs ancêtres.

Mais derrière ce savoir-faire se cache également une réalité difficile. La forge reste une activité particulièrement dangereuse. Les éclats de métal projetés pendant le travail peuvent provoquer de graves blessures. Certains artisans évoquent même des pertes en vies humaines causées par des morceaux de fer lancés à grande vitesse lors du façonnage des outils.

Au-delà de son aspect économique, la forge traditionnelle représente aujourd'hui un véritable patrimoine culturel qui attire également la curiosité des visiteurs en quête de découvertes artisanales.

Koutammakou, immersion dans le patrimoine des Batammariba

Classé au patrimoine mondial de l'UNESCO depuis 2004, Koutammakou fait partie des sites culturels les plus connus du nord-est du Togo. Situé dans la région de la Kara, ce territoire est principalement habité par les Batammariba, un peuple profondément attaché à ses traditions et à son mode de vie ancestral.

Selon les guides locaux, les ancêtres des habitants de Koutammakou seraient originaires du Burkina Faso. À la suite de conflits religieux, ces populations animistes auraient quitté leur terre d'origine afin de préserver leurs croyances et leurs coutumes. Après un passage par le Bénin, où ils étaient surnommés « Somba » qui veut dire sauvage, ils se seraient installés dans cette partie du nord du Togo à la recherche de terres fertiles pour l'agriculture.

À leur arrivée, les populations vivaient principalement dans des grottes et des troncs d'arbres avant de construire les célèbres habitations traditionnelles appelées « takienta ».

Ces maisons fortifiées sont construites à base de terre, d'eau, de paille, de bois sec et de fibres naturelles. À l'époque,



leur construction mobilisait toute la communauté. Les jeunes garçons creusaient la terre tandis que les femmes apportaient l'eau nécessaire à la préparation du mélange. Une fois la terre prête, elle était pétrie avant l'intervention des maçons traditionnels chargés de réaliser les fondations et de monter progressivement les murs.

Après la construction, les femmes intervenaient à nouveau pour recouvrir les habitations avec un mélange de bouse et de sable destiné à protéger les murs contre les infiltrations d'eau pendant la saison des pluies. Certaines préparations naturelles issues de fruits locaux servaient également de peinture traditionnelle pour embellir les maisons.

Les habitations de Koutammakou portent aussi plusieurs symboles spirituels. Des fétiches sont installés sur certaines maisons afin de protéger les familles contre les mauvais esprits, les ennemis ou les personnes mal intentionnées.

Dans les traditions locales, les chasseurs représentaient également les animaux tués sous forme de fétiches et conservaient parfois leurs crânes à l'intérieur des habitations.

Avant le développement de la médecine moderne, certaines maisons servaient aussi de lieux de soins traditionnels, notamment pour les victimes de morsures de serpent. Les malades étaient installés sous certains fétiches

pendant que les guérisseurs utilisaient des poudres noires, des racines, des plantes médicinales et des tisanes pour les soigner. Les traitements pouvaient durer plusieurs jours et s'accompagnaient souvent de cérémonies destinées à remercier les ancêtres après la guérison.

Au cœur du site se trouve également un impressionnant baobab considéré comme sacré par les habitants. Selon les récits locaux, cet arbre vieux de plusieurs centaines d'années, voire plus de mille ans, servait autrefois de refuge et de poste de surveillance.

Certaines familles vivaient directement dans son tronc creux tandis que d'autres utilisaient les grottes voisines. Le chef de famille montait parfois à l'intérieur de l'arbre afin de surveiller l'arrivée d'éventuels ennemis ou d'animaux dangereux.

Le baobab occupe aussi une place importante dans la vie quotidienne des populations. Ses feuilles sont utilisées dans la préparation des sauces tandis que son fruit, connu sous le nom de « pain de singe », sert à produire des boissons et différentes préparations alimentaires. Les graines peuvent également être transformées en sauce ou en moutarde traditionnelle.

L'arbre intervient également dans certaines cérémonies coutumières. Les prêtres traditionnels y effectuaient des retraites spirituelles avant les initiations des jeunes garçons et filles. Ils devaient se purifier pendant plusieurs semaines avant de rejoindre la forêt sacrée pour accueillir les nouveaux initiés.

Aujourd'hui encore, Koutammakou continue d'attirer des visiteurs venus découvrir l'architecture unique des tákienta, les traditions des Batammariba et l'histoire de ce patrimoine culturel exceptionnel.

Le parc de Djamdé

Situé dans la ville de Kara, le parc de Djamdé s'impose progressivement comme l'un des principaux sites de tourisme animalier du nord du Togo. Depuis 2023, le parc accueille plusieurs

lions importés d'Afrique du Sud. À leur arrivée, le site comptait deux couples de félins composés de lions bruns et de lions blancs.



Selon les responsables du parc, les animaux ont été séparés afin de préserver leurs caractéristiques génétiques. Les lions blancs, considérés comme plus fragiles, sont maintenus à l'écart des lions bruns afin d'éviter le mélange des gènes.

Accessible au public, le parc permet aux visiteurs d'observer ces félins dans un environnement sécurisé. Les responsables du site rappellent toutefois que les lions étaient autrefois présents à l'état sauvage au Togo.

Un vaste corridor écologique reliant le Niger, le Burkina Faso, le nord du Bénin ainsi que certaines aires protégées togolaises, notamment Fazao-Malfakassa, servait autrefois de zone de circulation à ces félins.

Au-delà des lions, le parc de Djamdé abrite également des éléphants présents sur le site depuis plus de vingt ans. Originaires du Burkina Faso, ces animaux sont arrivés au parc à l'âge d'un an et sont aujourd'hui âgés de 23 ans.

Chaque matin, les éléphants quittent leurs enclos sous la surveillance d'éco-gardes afin de se nourrir avant d'être reconduits en fin de journée.

Cette organisation vise à éviter que les animaux ne sortent du périmètre protégé pour provoquer des dégâts dans les localités riveraines.

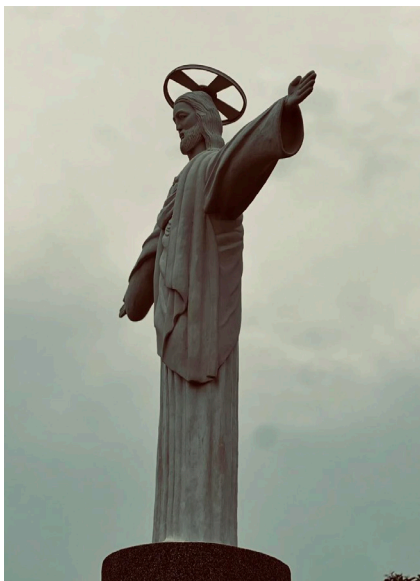
Le parc couvre près de 15 000 hectares et dispose d'une rivière permettant aux éléphants de boire et de se baigner. Chaque animal consomme quotidiennement entre 200 et 250 kilogrammes de végétaux et peut boire jusqu'à 150 litres d'eau par jour.

Parmi les éléphants présents sur le site figure KUPIANGA, une femelle dont le nom fait référence à sa localité d'origine située à la frontière burkinabè. Un autre éléphant nommé RUKI vit également dans le parc. Les deux pachydermes pèsent respectivement 3,7 tonnes et 3,5 tonnes.

Grâce à la présence de ces animaux et aux efforts de préservation entrepris sur le site, le parc de Djamdé attire aujourd'hui de nombreux visiteurs venus découvrir la faune du nord du Togo.



Le Christ Rédempteur de Défalé, un symbole religieux au sommet des montagnes



Perché au sommet des monts Défalé dans la région de la Kara, le Christ Rédempteur de Défalé fait partie des sites touristiques les plus impressionnants du nord du Togo.

Dominant les paysages montagneux de la préfecture de Doufelgou, cette imposante statue de 10 mètres de hauteur offre une vue panoramique sur

les vallées verdoyantes et les reliefs environnants.

Situé à plusieurs centaines de mètres d'altitude, le monument attire aussi bien des fidèles que des touristes venus découvrir les paysages naturels de la région.

La montée vers le sommet permet d'observer les montagnes, les vallées et plusieurs villages environnants. Le site est aujourd'hui considéré comme un lieu incontournable pour les amateurs de randonnée, de photographie et de tourisme religieux.

Souvent comparé au Christ Rédempteur du Brésil en raison de sa position en hauteur, le monument est devenu au fil des années un véritable symbole touristique et spirituel de la région de la Kara.

Un patrimoine touristique à préserver et à valoriser

Des grottes historiques de Nok aux traditions ancestrales de Koutammakou, en passant par la forge de Tcharè, les animaux du parc de Djamdé et les paysages de Défalé, le nord du Togo révèle une richesse culturelle et touristique encore méconnue.

Ces différents sites témoignent de l'histoire, des croyances, des savoir-faire et du mode de vie des populations locales. Ils représentent également un important potentiel touristique pour le pays.

Rendez-vous dans le prochain numéro pour une nouvelle découverte.



TOGO
emergent

**FAITES VOS
ANNONCES
PUBLICITAIRES
ICI**





QUI SOMMES-NOUS ?

Data 7 est une agence spécialisée dans les domaines des données, du développement web et mobile, qui s'engage à accompagner ses clients dans leur transformation numérique. Nous offrons des solutions sur mesure et innovantes pour relever les défis du Big Data, de l'intelligence artificielle et du développement d'applications web et mobiles.

NOS SERVICES

Analyse et traitement de données :

Data 7 vous aide à exploiter tout le potentiel de vos données, en les transformant en informations précieuses pour la prise de décision stratégique.

Intelligence Artificielle (IA) et Machine learning :

Nos experts en IA et Machine learning conçoivent et déploient des modèles prédictifs pour optimiser vos processus métier, anticiper les tendances et améliorer l'expérience utilisateur.

Développement Web :

Nous créons des sites web modernes, fonctionnels et responsive qui s'adaptent à tous les types d'écrans, mettant en avant votre marque et valorisant vos services auprès de vos clients.

Maintenance et support technique :

Data 7 assure un support continu pour garantir la performance, la sécurité et l'évolutivité de vos solutions numériques, tout en restant à l'écoute de vos besoins et de vos évolutions.

Développement d'applications mobiles :

Data 7 conçoit et développe des applications mobiles innovantes et conviviales pour iOS et Android, vous permettant de toucher un public plus large et d'offrir une expérience utilisateur exceptionnelle.

Cloud computing et hébergement :

Nous proposons des solutions d'hébergement fiables, sécurisées et évolutives pour vos applications web et mobiles, ainsi que des services d'intégration et de gestion du cloud.

Conseil et stratégie numérique :

Nos consultants vous accompagnent dans l'élaboration de stratégies numériques adaptées à votre secteur et à vos objectifs, en identifiant les opportunités de croissance et en mettant en place des plans d'action efficaces.

contacts :

+228 92 15 24 39


data7afrique@gmail.com





DIFFUSEUR OFFICIEL



**NOUS SOMMES
NEW WORLD TV
NOUS SOMMES** 

11 JUIN AU 19 JUILLET

**COUPE DU MONDE
FIFA 2026**

VOUS ALLEZ KIFFER SUR NEW WORLD SPORT